



République du  
*Sénégal*

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES



SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN 2012 ET  
PERSPECTIVES 2013

Elle est disponible sur le site de la DPEE : [www.dpee.sn](http://www.dpee.sn)

DPEE/DPMSF @ Avril 2013

## Table des Matières

<b>RESUME .....</b>	<b>3</b>
<b>1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE.....</b>	<b>7</b>
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2012 .....	7
1.1.1. <i>Les ressources du PIB</i> .....	7
1.1.3. <i>Inflation et Compétitivité</i> .....	12
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2013 .....	12
1.2.1. <i>Les Ressources du PIB</i> .....	12
<b>2. LES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>16</b>
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2012 .....	17
2.1.1. <i>Les recettes budgétaires</i> .....	17
2.1.1. <i>Les dons</i> .....	19
2.1.3. <i>Le Financement</i> .....	20
2.1.4. <i>La dette publique</i> .....	21
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2013 .....	21
2.2.1. <i>Les recettes budgétaires en 2013</i> .....	22
2.2.2. <i>Les dépenses publiques</i> .....	23
2.2.3. <i>Le Financement</i> .....	24
<b>3. LA BALANCE DES PAIEMENTS .....</b>	<b>25</b>
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2012 .....	25
3.1.1. <i>Evolution de la balance courante</i> .....	25
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2013 .....	26
3.2.1. <i>Evolution de la balance courante</i> .....	26
3.1.2. <i>Evolution du compte de capital et d'opérations financières</i> .....	27
<b>4. LA SITUATION MONETAIRE.....</b>	<b>27</b>
4.1. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2012 .....	27
4.1.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i> .....	27
4.1.2. <i>Le crédit intérieur</i> .....	27
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2013 .....	28
4.2.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i> .....	28
4.2.2. <i>Le crédit intérieur</i> .....	28
<b>ANNEXES .....</b>	<b>31</b>

## RESUME

L'**environnement économique et financier international** a été marqué en 2012 par l'aggravation de la crise de la dette publique en Europe, le ralentissement dans les économies émergentes et en développement et le retour de la confiance aux Etats Unis. Globalement selon les dernières estimations du FMI, l'activité économique mondiale s'est inscrite en ralentissement en 2012, avec un taux de croissance de 3,2% contre 3,9% en 2011 et 5,1 % en 2010. En 2013, la situation économique mondiale devrait s'améliorer mais à un rythme assez modéré compte tenu des soubressauts de la crise européenne et de la lenteur de la reprise américaine. A cet effet, la croissance du PIB mondial est projetée à 3,3% en 2013, soit légèrement au dessus du niveau enregistré en 2012 (3,2%).

Sur le marché des matières premières, les cours ont globalement chuté de près de 10%, du fait notamment des produits industriels (-14%), les marchés alimentaires restant quasiment stables en 2012, malgré les hausses relevées sur le marché des céréales (+5%) et celui des oléagineux (16%). Le renchérissement des produits céréaliers et oléagineux est lié à la sécheresse aux Etats Unis, premier exportateur mondial de matières premières agricoles. Les cours du pétrole, marqués par un net ralentissement par rapport à 2011 (+31,6%) se sont renchérés de 1%.

**Au plan intérieur, l'activité économique s'est accrue de 3,5% en 2012 contre 2,1% en 2011** à la faveur de la bonne tenue de l'agriculture (+17,4%), du secteur tertiaire (+3,7%) et des activités d'administration publique (+6,4%). En revanche, le secteur secondaire affiche une faible progression (0,9%) malgré les effets positifs de la mise œuvre du Plan de restructuration du secteur de l'énergie, reflétant les contreperformances des sous-secteurs des activités extractives, des corps gras alimentaires, de la transformation de viandes et poissons, de la fabrication de tabacs, des BTP et des matériaux de construction. Les taxes nettes sur biens et services accusent également un repli de 1%.

**L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)** est ressortie à 1,4% en 2012. Ce renchérissement est imputable à la hausse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,5%), de l'« enseignement » (+2,7%), des « restaurants et hôtels » (+2,3%) et du « transport » (+1,8%). Ces progressions ont, toutefois, été atténuées par le repli de 2,2% du prix des « boissons alcoolisées et tabacs ».

L'**exécution budgétaire** a été caractérisée en 2012 par une mobilisation modérée des ressources et une exécution maîtrisée des dépenses publiques. En effet, les ressources budgétaires globales (y compris le Fonds de Soutien à l'Energie et les dons) sont évaluées à 1670 milliards contre 1526 milliards en 2011, soit une hausse de 144,7 milliards (+9,5%). Les dépenses totales et prêts nets, pour leur part, se sont inscrits en hausse de 5,5% pour s'établir à 2090 milliards en 2012. Au total, le

déficit public est ressorti à 420 milliards en 2012 (soit 5,8% du PIB) contre 455 milliards en 2011 (soit 6,7% du PIB).

Concernant les **transactions avec le reste du monde**, elles sont caractérisées en 2012 par une détérioration du **compte courant** de 203 milliards et une amélioration de 201 milliards du solde du **compte de capital et d'opérations financières**. En conséquence, le **solde global de la Balance des Paiements** ressortirait déficitaire de 72 milliards contre un déficit de 70,3 milliards en 2011.

**En 2013, le PIB réel est attendu en hausse de 4 % contre une estimation de 3,5 % en 2012**, portée essentiellement par les secteurs primaire et secondaire. Ce regain de dynamisme devrait être soutenu par l'investissement public avec le démarrage des projets structurants exécutés au titre du Millenium Challenge Account, la mise en œuvre des engagements du Gouvernement dans les secteurs prioritaires sous le sceau de la Stratégie Nationale de Développement Economique et Social (SNDES) mais également la poursuite de la restructuration du secteur de l'électricité et le maintien des projets dans les secteurs sociaux.

**L'inflation mesurée par le déflateur du PIB**, est projetée à 2,3% en 2013 contre une estimation de 1,7% en 2012. Cette progression traduirait la hausse des prix aux producteurs au niveau des secteurs secondaire (3,4% contre 2,3% en 2012) et tertiaire (1,8% contre 1% en 2012).

Concernant **la gestion budgétaire**, elle devrait refléter les actions du Gouvernement qui militent en faveur de la poursuite de la promotion d'un cadre macroéconomique stable, d'une maîtrise de l'inflation et d'un assainissement des finances publiques. Elle devrait être caractérisée par la mise en œuvre des principaux projets d'investissement érigés en priorité par le gouvernement. Ainsi les ressources (recettes, dons et FSE) sont attendues à 1784 milliards en 2013 et les dépenses totales et prêts nets à 2190 milliards en 2013. Au total, le solde global (dons compris) est projeté à 406 milliards en 2013 (5,3% du PIB) contre 420 milliards en 2012 (5,8%), soit une légère amélioration de 0,5 de point de PIB.

**Les échanges avec l'extérieur en 2013** seraient marqués, par une atténuation du déficit du compte des transactions courantes (9,3% du PIB contre 10,3% en 2011) et un renforcement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières de 34 milliards. Globalement, la balance des paiements devrait dégager un léger déficit de 5 milliards en 2013 contre un déficit de 72 milliards enregistré en 2012.

## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2012 par la persistance voire l'aggravation de la crise de la dette européenne, le ralentissement de la croissance dans les économies émergentes et en développement et le retour de la confiance aux Etats Unis. Globalement, l'économie mondiale s'est inscrite en ralentissement en 2012, avec un taux de croissance de 3,2% contre 3,9% en 2011 selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International.

Dans les économies avancées, la croissance s'est établie à 1,2%, soit un ralentissement par rapport à 2011 (+1,6%) qui s'explique pour l'essentiel par la récession dans la zone euro consécutive à la crise de la dette. Le regain d'activité observé aux Etats Unis (+2,2% contre 1,8% en 2011) et au Japon (+2% contre -0,6% en 2011) n'a pu inverser cette tendance en 2012.

Dans les économies émergentes et en développement, l'activité économique est restée dynamique malgré le ralentissement noté par rapport à 2011. En effet, la croissance s'est inscrite à 5,3% en 2012 contre 6,4% en 2011, tirée par la Chine dont la croissance, portée par l'investissement et la consommation est estimée à 7,8%. En revanche, en Inde, l'activité économique a considérablement ralenti (4% en 2012 après 7,7%).

En 2013, la situation économique mondiale devrait s'améliorer mais à un rythme assez modéré compte tenu des effets de la crise de la dette en zone Euro et de la lenteur de la reprise américaine. A cet effet, la croissance est projetée à 3,3% en 2013, soit légèrement au dessus du niveau enregistré en 2012 (3,2%). Dans ce contexte, le volume du commerce, bien que dynamique par rapport à 2012, serait en deçà des niveaux connus par le passé.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale a ralenti en 2012, aussi bien dans les pays avancés (+2% contre 2,7% en 2011) que dans ceux émergents et en développement (+5,9% contre 7,2% en 2011). En 2013, les tensions inflationnistes seraient maîtrisées à la faveur de la stabilisation des cours des produits de base. Dans les pays avancés, les prix à la consommation sont attendus en hausse modérée de 1,7% alors que dans les pays émergents et en développement, l'inflation devrait ressortir au même niveau qu'en 2012 (+5,9%). Globalement l'inflation mondiale est attendue à environ 3,8% au terme de l'année 2013.

Sur le marché des matières premières, les cours des produits alimentaires sont restés quasiment stables en 2012 contrairement aux produits industriels qui ont vu leurs prix baisser de 14% en variation annuelle, sur le marché international. Les cours du pétrole, marqués par un net ralentissement par rapport à 2011 (+31,6%) se sont renchérissés de 1%. Sur le marché des céréales, les cours ont grimpé de 5% contre 16% sur le marché des oléagineux. En revanche, les cours du sucre ont chuté de plus de 20%. L'envolée des cours des céréales et des oléagineux est le résultat de la

sécheresse qui a touché les Etats-Unis, premier exportateur mondial de matières premières agricoles, qui fournit 52 % du maïs et 43 % du soja, consommées dans le monde. En 2013, le cours du baril est attendu en moyenne à 102,6 dollars, soit une baisse de 2,3% par rapport à l'année précédente. S'agissant des prix des matières premières autres que les produits énergétiques, ils devraient s'inscrire en légère baisse par rapport à 2012 (-0,9%).

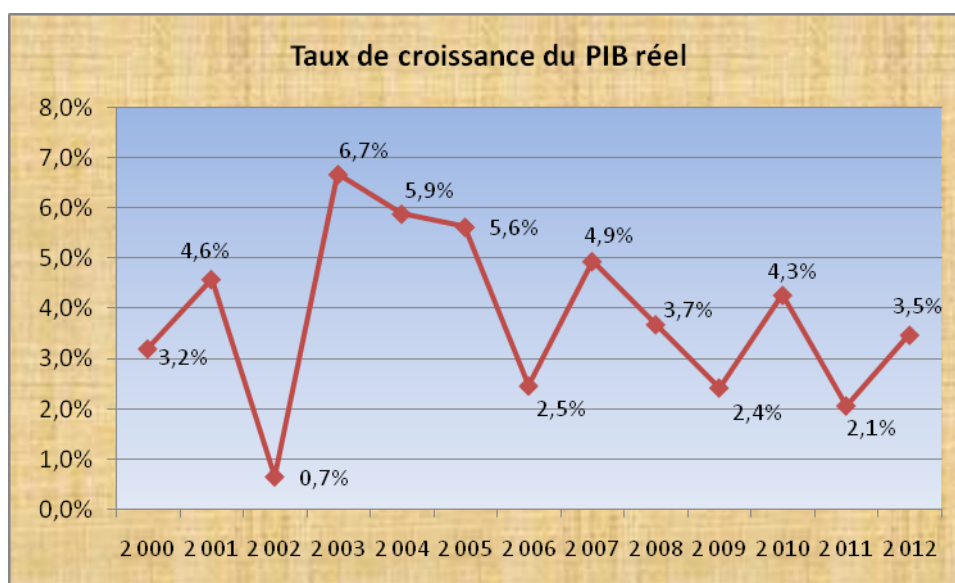
La maîtrise des marchés financiers en 2012 a permis de relancer l'économie mondiale. En effet, la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE) se sont employées à baisser davantage les coûts d'emprunt, facilitant dès lors le financement et la redynamisation de l'activité économique mondiale. L'action des pouvoirs publics a eu pour conséquence de rehausser la confiance des marchés, et partant, de réduire les primes de risque. En perspective, les conditions financières devraient continuer de s'assouplir au fur et à mesure que la croissance mondiale se redresse.

## 1- CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ

### 1.1. Estimation des ressources et emplois du PIB en 2012

#### 1.1.1. Les ressources du PIB

Dans un contexte international particulièrement difficile, marqué par la faiblesse de la demande mondiale du fait de la crise de la dette dans la zone Euro, mais également par l'instabilité socio-politique au Mali, l'économie sénégalaise a connu un regain d'activité en 2012, suite au ralentissement observé un an auparavant. Cette reprise, favorisée par la bonne campagne agricole, a été renforcée par la poursuite de la mise en œuvre du Plan de restructuration du secteur de l'énergie qui s'est traduite par une nette amélioration de la fourniture d'électricité. Au total, l'activité économique a crû de 3,5% en 2012 contre 2,1% un an auparavant, tirée par le dynamisme du secteur primaire (+9,6% en 2012) et, dans une moindre mesure, par le secteur tertiaire. Le secteur secondaire, pour sa part, s'est inscrit en ralentissement en 2012 comparativement à 2012.



La performance du secteur primaire (+9,6% contre -14,5% en 2011) traduit principalement la bonne tenue de la campagne agricole 2012/2013, marquée par un bond de 17,4% de la valeur ajoutée du sous-secteur agricole, après un recul de 27,8% en 2011. Cette situation est le résultat de la bonne saison hivernale conjuguée aux importantes mesures prises par les nouvelles autorités en termes notamment de mise à disposition des intrants (engrais et semences).

En effet, l'hivernage a été particulièrement pluvieux sur l'ensemble du territoire national, avec une bonne répartition spatio-temporelle des précipitations. En matière d'accompagnement, le Gouvernement a dégagé un montant de 34,4 milliards destiné à l'acquisition d'engrais, de semences et de pesticides. Ce dispositif a été renforcé par l'appui de la FAO qui, dans le cadre de son programme de restauration d'urgence des capacités de production, a mis à la disposition des autorités des semences d'arachides, de maïs et de riz pluvial. Globalement, 49.658 tonnes de semences d'arachides

et 5.552 tonnes de semences de céréales ont été distribuées. Au titre de la distribution des engrais, une quantité de 51.972 tonnes a été mise à la disposition des producteurs.

En terme de résultats, la production céréalière s'est établie à 1.669.960 tonnes contre 1.090.270 tonnes, soit une progression de 51,9%. Ce rebond traduit la bonne tenue de l'essentiel des spéculations, en l'occurrence, le mil (+37,8%), le sorgho (+60,4%), le maïs (+92,6%) et le riz (+54,6%). Au titre des autres cultures vivrières, les productions de fruits et légumes se sont respectivement accrues de 4,5% et 9,5% par rapport à 2011. Au total, l'agriculture vivrière est estimée en hausse de 17,2% en 2012 contre un repli de 18,3% un an auparavant.

**Tableau 1. Production céréalière en tonnes**

<i>CAMPAGNE AGRICOLE</i>	<i>MIL</i>	<i>SORGHO</i>	<i>MAÏS</i>	<i>RIZ</i>
<b>2012/2013</b>	<b>662.614</b>	<b>139.372</b>	<b>238.960</b>	<b>627.516</b>
<b>2011/2012</b>	<b>480.759</b>	<b>86.865</b>	<b>124.092</b>	<b>405.824</b>

Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural

L'agriculture industrielle s'est, pour sa part, inscrite en hausse de 18,2% (contre une baisse de 45,1% en 2011), sous l'impulsion de la progression de la production d'arachide et de coton. En effet, la production arachidière, après s'être nettement repliée en 2011 (-59%), a atteint un niveau de 692.572 tonnes en 2012, soit une hausse de 31,3% en variation annuelle. Pour ce qui est du coton, la production est évaluée à 34.753 tonnes, soit une augmentation de 37% par rapport à 2011 (-2,6%).

L'activité du secteur primaire a, par ailleurs, tiré profit de la bonne tenue des activités de la pêche. En effet, malgré le repli des débarquements de la pêche industrielle (-2,2%), le sous-secteur s'est renforcé de 4,9% contre +3,1% en 2011, sous l'effet du dynamisme de la pêche artisanale (+5,9%). Cette amélioration traduit en partie l'effet de la suspension des licences de pêche accordées aux navires étrangers.

Dans le sous-secteur de l'élevage, l'activité a subi les contrecoups de la mauvaise saison hivernale enregistrée au titre de la campagne agricole 2011/2012. La baisse du poids des carcasses a induit un recul de 1,1% de la production de viandes. Cette contreperformance a été atténuée, toutefois, par la production de volaille (+6,3%) qui continue de bénéficier de l'interdiction des importations consécutive à l'apparition de la grippe aviaire. Au total, le sous-secteur s'est inscrit en ralentissement en 2012 avec une progression de 1,1% contre 4,7% l'année précédente.

Dans le secteur secondaire, la croissance a été moins bonne que prévue. En effet, malgré l'impact positif de la mise œuvre du Plan de restructuration de l'énergie sur la production d'électricité, l'activité industrielle a globalement été morose en 2012, marquant ainsi un net ralentissement avec une progression de 0,9% après des hausses de 4,6% et 6,5% respectivement en 2010 et 2011. Cette



situation reflète le repli des sous-secteurs des activités extractives, des corps gras alimentaires, de la transformation de viandes et poisson, de la fabrication de tabacs, des BTP et des matériaux de construction. Elle a, en revanche, été atténuée par la vigueur des activités de fabrication de sucre, d'égrenage de coton et textiles, de travail du bois, de fabrication de papier, de raffinage de pétrole ainsi que de production d'énergie.

Les industries extractives se sont inscrites en retrait de 1,7% suite aux performances enregistrées depuis 2009 (+51,2%, +6,7% et +8,2% respectivement en 2009, 2010 et 2011). Cette baisse est le fait des replis des activités d'extraction de phosphate (-1,4%), d'attapulgite (-1,2%) et de sel (-7,3%). La contraction de l'activité d'exploitation du phosphate est liée notamment à la forte pluviométrie observée en 2012, laquelle a donné lieu à des arrêts techniques au niveau des Industries Chimiques du Sénégal (ICS).

L'activité des huileries a poursuivi sa baisse entamée depuis 2011. Le sous-secteur a été marqué en 2012 par le net repli de la collecte de graine d'arachide suite à la forte baisse de la production de la campagne agricole 2011/2012. Dès lors, la contraction de la production d'huile brute d'arachide conjuguée à celle de l'huile raffinée et des tourteaux, a induit un recul de 9,1% de l'activité des corps gras alimentaires suite à celui enregistré en 2011 (-8,9%). Pour faire face à la demande locale sans cesse croissante, les importations d'huiles et de graisses animales et végétales se sont accrues de 19% en termes réels.

Dans la transformation et conservation de viande et poisson, l'activité a affiché une baisse de 15,1% en 2012 après une hausse de 6,4% un an auparavant, en liaison avec le repli de la production de viandes et les difficultés structurelles notamment dans la filière « poisson ».

L'industrie alimentaire a été également marquée en 2012 par la contreperformance des activités de travail de grain dans un contexte de renchérissement des cours du blé sur le marché international. Ainsi, l'activité du sous-secteur est estimée en baisse de 9,5% en 2012 après une progression de 9,5% l'année précédente.

La fabrication de tabacs, pour sa part, s'est contractée de 7,4% contre une hausse de 7,7% en 2011, sous l'effet de l'opération de réduction des stocks de sécurité privilégiée par l'une des principales entreprises de la branche. Parallèlement, en 2012, les exportations de cigarettes, mesurées en quantité, ont décliné de 12,6% par rapport à 2011.

Dans la construction, l'activité a subi les retombées de l'environnement interne peu porteur fragilisé par l'incertitude qui a prévalu lors des échéances électorales. Au total, le sous-secteur s'est inscrit en baisse de 2% contre une hausse de 9,4% en 2011.

La morosité dans l'activité de "Bâtiments et Travaux Publics" a été défavorable au sous-secteur des matériaux de construction traditionnellement dynamique. Ce dernier a, en outre, subi de plein fouet les retombées négatives de la crise socio-politique et sécuritaire qui s'est installée au Mali dès la fin du

premier trimestre de 2012. Ainsi, les exportations de ciment en destination du Mali ont baissé notamment dans les derniers mois de 2012. Globalement, le sous-secteur s'est replié de 0,2% en 2012 après des progressions de 21,7% et 14,9% respectivement en 2010 et 2011.

En revanche, les sous-branches « sucre, chocolaterie et confiserie », « égrenage de coton », « travail de bois », « fabrication de papier et carton », « raffinage de pétrole » et « énergie » se sont bien comportées, permettant ainsi d'atténuer les contreperformances des autres sous-secteurs.

L'activité de production de « sucre, chocolaterie et confiserie » a enregistré une reprise significative par rapport à 2011. En effet, après avoir imprimé une tendance baissière depuis 2008, le sous-secteur a renoué avec la croissance en 2012, avec un rebond de 18,6% (contre -7,8% en 2011) reflétant l'augmentation de la production de sucre. Ce regain est notamment le résultat de la mise en œuvre du Programme quinquennal par le principal acteur en vue d'atteindre l'autosuffisance en sucre à l'horizon 2015. Dans le même temps, les quantités de sucre importées en 2012 ont baissé de 6,5% par rapport à 2011.

Le sous-secteur de l'égrenage de coton et la fabrication de textiles s'est, pour sa part, renforcé de 9,3% en 2012, contre une progression de 5,7% un an auparavant, à la faveur de la poursuite de l'exécution du Plan Triennal de relance de la filière cotonnière.

L'activité industrielle a été également soutenue par la bonne tenue des sous-secteurs du travail de bois et de la fabrication de papier et carton en hausse respectivement de 8,7% et 7,1% (contre 5% et 5,8% en 2011). L'industrie de fabrication de papier et carton a bénéficié des commandes effectuées au titre des élections présidentielles et législatives de 2012.

Dans le raffinage de pétrole, marqué par les cours assez favorables du baril de pétrole sur le marché international, l'activité a tiré avantage de la fermeté de la demande intérieure. Bénéficiant d'autre part des mesures de sécurisation des approvisionnements de la SENELEC en produits pétroliers, le sous-secteur s'est inscrit en progression de 7% en 2012 contre 18,8% en 2011.

Pour ce qui est du sous-secteur de l'énergie, l'activité de production s'est renforcée grâce à la poursuite de la mise œuvre du Plan de restructuration du secteur de l'électricité. La mise en service dans le réseau d'exploitation de la SENELEC d'une capacité additionnelle de 150 mégawatts couplée à la réhabilitation progressive de l'outil de production a permis de rehausser en 2012 la production d'électricité de 13,9% par rapport à 2011. Concernant la production d'eau, elle a connu une progression de 3,6%. Au total, la hausse de la valeur ajoutée du sous-secteur est estimée à 11,7% en 2012 après un repli de 2% en 2011.

**A l'instar de l'industrie, les services ont progressé à un rythme moins soutenu qu'en 2011.** Ce ralentissement est essentiellement imputable au repli du transport et de l'hébergement et de la restauration, conjugué à la contreperformance des sous-secteurs du commerce et des activités immobilières.

Le sous-secteur du transport a connu une baisse de 6% en 2012 après une hausse de 9,1% en 2011 en raison de la contreperformance des transports ferroviaire et aérien. Le transport ferroviaire, marqué des difficultés structurelles, n'a pas été épargné par la crise malienne. Quant au transport aérien, il a pâti, entre autres, de la morosité de l'activité touristique.

L'activité d'hébergement et de restauration a enregistré une baisse de 3% en 2012 après un renforcement de 2,9% en 2011 en liaison avec les tensions pré-électorales qui n'ont pas été favorables au tourisme.

Les activités commerciales ont, pour leur part, enregistré une hausse de 2,9% en 2012 contre 3,6% l'année précédente. Cette progression a été portée par le commerce de gros, en l'occurrence celui des textiles, des produits agricoles et des véhicules. S'agissant du commerce de véhicules, il a bénéficié de l'assouplissement des conditions d'importations des véhicules.

Concernant les postes et télécommunications, elles se sont renforcées de 6,7% en 2012 après une nette décélération un an auparavant (+2,9% en 2011). Ce regain de dynamisme fait suite à l'adoption de nouvelles formules dans la téléphonie mobile mais également aux innovations dans les services internet.

Quant aux services financiers, ils ont progressé de 12,8% en 2012, à la faveur du dynamisme des services d'assurance et du crédit bancaire, notamment la mise en place de crédits à court et moyen terme.

Enfin, les services d'éducation et de santé se sont inscrits en hausse respectivement de 5,4% et 8,5% en 2012.

### 1.1.2. Les Emplois du PIB

En 2012, la **consommation finale** s'est confortée de 2,5% après un repli de 1,5% en 2011, sous l'impulsion de la reprise de la consommation publique (en hausse de 6,4% contre +4,2% en 2011). Globalement, la consommation finale est ressortie à 90,2% du PIB en 2012 contre 89,2% en 2011, reflétant ainsi une détérioration du taux d'épargne intérieure qui est passé de 10,8% en 2011 à 9,8% en 2012.

La **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)** est évaluée en hausse de 4,7% en 2012 contre 2,2% en 2011. Ce rebond est le fait principalement de l'investissement public (+9% contre -1,9% en 2011) qui s'est revigoré à la faveur de la poursuite des investissements dans le secteur de l'électricité ainsi que des travaux de l'autoroute à péage et de l'AIBD<sup>1</sup>. Ainsi, le taux d'investissement mesuré par la FBCF est estimé à 23% du PIB en 2012 contre 22,4% en 2011.

---

<sup>1</sup> Aéroport international Blaise Diagne

Au total, la **demande intérieure** a progressé de 3,7% en 2012 contre une hausse de 3% en 2011.

Au titre de la **demande extérieure**, les importations et exportations de biens et services sont estimées respectivement en hausse de 5,0% et 4,5% en 2012.

### **1.1.3. Inflation et Compétitivité**

En 2012, l'inflation mesurée le déflateur du PIB est ressortie à 1,7% en 2012 contre 4,3% en 2011. Cette évolution traduit la détente des prix aux producteurs au niveau du secteur primaire (3,4% contre 9,2% en 2011) en liaison avec les bons résultats de la campagne agricole et dans une moindre mesure des secteurs secondaire (2,3% contre 5,4% en 2011) et tertiaire (1 % contre 2,3% en 2011). Cette tendance s'est également reflétée sur les prix à la consommation qui se sont établis en hausse de 1,4% en 2012 après 3,4% en 2011, sous l'effet du renchérissement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,5%), des services de l' « enseignement » (+2,7%), des services de « restaurants et hôtels » (+2,3%) et du « transport » (+1,8%). Ces progressions ont, toutefois, été atténuées par le repli de 2,2% du prix des « boissons alcoolisées et tabacs ».

S'agissant de la compétitivité<sup>2</sup> de l'économie, des gains évalués à 3,6% sont enregistrés en moyenne sur l'année 2012. Cette situation est le résultat d'un différentiel d'inflation favorable (-2,4%), conjugué à une dépréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux (-1,2 %). Par rapport aux pays membres de la zone UEMOA et ceux membres de la zone EURO des gains respectifs de 2,2% et 0,9% sont notés en 2012.

## **1.2. Perspectives économiques en 2013**

En 2013, la dissipation progressive des incertitudes à l'échelle mondiale favorisée par le plan de redressement déroulé dans la zone Euro, devrait être profitable à l'économie nationale. Le cadre interne devrait, par ailleurs, être renforcé par la mise en œuvre des engagements du Gouvernement dans les secteurs prioritaires, sous le sceau de la Stratégie Nationale de Développement Economique et Social (SNDES), le démarrage des projets structurants exécutés au titre du Millenium Challenge Account mais également par la poursuite de la restructuration du secteur de l'électricité. Le contexte socio-politique redevenu stable stimulerait l'investissement privé de même que les activités touristiques.

### **1.2.1. Les Ressources du PIB**

La croissance du PIB réel est attendu à 4% en 2013 contre une estimation de 3,5% en 2012, soit un gain de 0,5 point de pourcentage. Ce regain de dynamisme devrait être porté essentiellement par les secteurs primaire et secondaire.

---

<sup>2</sup> Compétitivité-prix

En effet, le secteur primaire devrait poursuivre son redressement après sa contreperformance de 2011 induite par la mauvaise campagne agricole. Il devrait connaître une progression de 6,2% en 2013 contre une hausse de 9,6% en 2012, sous l'impulsion essentiellement du rebond de croissance attendu dans les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

Sous l'hypothèse d'une bonne saison hivernale, les importantes mesures initiées par les nouvelles autorités en termes de mise à disposition d'engrais et de semences devraient favoriser la production agricole. Les quantités de semences d'arachide et de céréales à distribuer seront portées en hausse de près de 50% et 11% respectivement. Par ailleurs, le volume des engrais subventionnés devrait progresser de 26%. Sur le plan phytosanitaire, les dispositions prises par les services chargés de la protection des végétaux, à travers le Programme National d'Urgence Antiacridien (PNUA), permettraient de réduire substantiellement les risques qui pèsent sur le rendement des cultures. Ce dispositif sera concilié avec la poursuite de la mise en œuvre des grands programmes agricoles. Il s'agit notamment du Programme de Développement des Marchés Agricoles (PDMAS), le Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA), le Programme National Autosuffisance en riz (PNAR), le Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agrobusiness au Sénégal (PDIDAS), le Programme de Sécurisation de la Production de Semences mais également le Projet d'irrigation et de Gestion des Ressources en Eau financé par le Millenium Challenge Account. Fort de ces atouts, le sous-secteur agricole est projeté en hausse de 8,4% en 2013 contre 17,4% en 2012. L'agriculture industrielle, tirée par la production d'arachide est attendue en progression de 10,7% en variation annuelle. L'agriculture vivrière, pour sa part, se renforcerait de 7,5%, sous l'effet de la bonne tenue escomptée de la production céréalière.

Dans le sous-secteur de l'élevage, les productions de viande et de lait profiteraient des retombées positives de la bonne campagne agricole 2012-2013, grâce notamment à la disponibilité en quantité suffisante de fourrages destinés au bétail et à l'amélioration de la qualité des races. Au total, en 2013 l'activité se serait renforcée de 4% après un net ralentissement marqué par une croissance de 1% en 2012.

Pour ce qui est de la pêche, le sous-secteur demeure confronté à la rareté de la ressource. Suite au regain observé en 2012 à la faveur de la poursuite de la suspension des licences de pêche accordées aux navires étrangers, le sous-secteur est projeté en hausse de 3,5% en 2013 (contre +4,9% en 2012). L'activité devrait, par ailleurs, bénéficier de l'accord signé avec la Mauritanie au profit des pêcheurs sénégalais portant sur un quota de 40.000 tonnes de poissons.

Dans le secteur secondaire, la morosité qui a caractérisé l'année 2012 pourrait s'estomper en 2013, sous l'effet d'une part, de la bonne tenue de la fabrication de sucre, de l'égrenage de coton et fabrication de textiles, du raffinage de pétrole, de la chimie, de l'énergie et, d'autre part, de la relance

des sous-secteurs des corps gras alimentaires, de la transformation et conservation de viande et poisson, de la fabrication de tabac, des BTP et des matériaux de construction.

Le sous-secteur de la fabrication de sucre est marqué par la poursuite de la mise en œuvre du Plan quinquennal visant l'autosuffisance en sucre à l'horizon 2015. Ainsi, après une progression de 18,6% en 2012, l'activité devrait se renforcer de 8,6% en 2013.

Dans le sous-secteur de l'égrenage de coton et de la fabrication de textiles, l'activité devrait tirer profit de la bonne campagne agricole 2012/2013 marquée par un accroissement de 36,8% de la production de coton. Favorisé, par ailleurs, par le Plan triennal de relance de la filière coton, le sous-secteur est attendu en hausse de 5,7% en 2013 contre une progression de 9,3% un an auparavant.

Le raffinage de pétrole, porté par l'augmentation de la demande intérieure notamment celle de SENELEC à travers la sécurisation de ses approvisionnements en produits pétroliers, progresserait de 4% en 2013 contre 7% en 2012. A moyen terme, le dynamisme du sous-secteur se conforterait à la faveur de l'extension des capacités de production de la Société Africaine de Raffinage (SAR).

Quant à la fabrication de produits chimiques qui s'est inscrite en ralentissement en 2012 avec une progression de 3,8% (+11,8% en 2011), elle enregistrerait une reprise en 2013 en liaison notamment avec la bonne tenue des Industries chimiques du Sénégal (ICS). Celle-ci vise une production d'environ 450.000 tonnes d'acide phosphorique contre une réalisation de 363.170 tonnes en 2012. Toutefois, elle reste confrontée aux aléas climatiques de même qu'à la vétusté du réseau ferroviaire par lequel la production est acheminée. Le sous-secteur devrait, par ailleurs, bénéficier de la vigueur des industries pharmaceutiques ainsi que de celles évoluant dans la production de savons, parfums et produits d'entretien. Globalement, il est attendu en hausse de 4,1%, soit un gain de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2012.

Concernant l'énergie, après l'amélioration observée en 2012 en liaison avec la location de capacités additionnelles (150 mégawatts), la mise en œuvre du Plan de restructuration du secteur de l'électricité se poursuivra en 2013 avec l'extension des centrales de Bel Air, Kahone 2, Boutoute. Globalement, le sous-secteur est projeté en hausse de 4% comparativement à l'année précédente.

Au niveau des corps gras alimentaires, la bonne production d'arachide de la campagne 2012/2013 devrait se refléter sur l'activité de trituration qui s'est nettement repliée en 2012. Ainsi, le sous-secteur est attendu en hausse de 4% en 2013 après un repli de 9,1% l'année précédente.

Dans la transformation et conservation de viande et poisson, l'activité devrait tirer avantage du regain de croissance escompté dans l'élevage. Ainsi, après une contraction de 15,1% en 2012, le sous-secteur se conforterait de 4% en 2013.

S'agissant de la fabrication de tabac qui s'est sensiblement repliée en 2012 (-15,1%), elle connaîtrait une reprise en 2013 avec une progression de 4%.

De même, une relance des activités de construction est espérée en 2013, suite au recul observé l'année précédente. Ce regain de dynamisme serait, entre autres, porté par le programme décennal initié par le Gouvernement en vue de lutter contre les inondations, la poursuite des travaux de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD), les travaux de prolongement de l'autoroute à péage jusqu'à l'AIBD et de la Voie de Dégagement Nord (VDN) mais également par le démarrage de la mise en œuvre du Millenium Challenge Account, notamment à travers la réhabilitation des axes Richard Toll-Ndioum et Ziguinchor-Vélingara. Globalement, le sous-secteur devrait se renforcer de 4,5% après un recul de 2% en 2012.

La reprise attendue dans le sous-secteur de la construction contribuera au soutien de l'activité de fabrication des matériaux de construction affectée en 2012 par les conditions défavorables de l'environnement interne ainsi que par la crise malienne. Le sous-secteur est, ainsi, projeté en hausse de 3% en 2013 contre une baisse de 0,2% un an auparavant.

Concernant le secteur tertiaire, il devrait afficher une hausse de 3,4% en 2013 contre 3,7% un an auparavant, soit une légère décélération par rapport à 2012. En dépit du ralentissement projeté dans le commerce, les activités de services seraient tirées principalement par le transport, les postes et télécommunications, les services d'hébergement et de restauration et les services financiers.

Les activités commerciales en hausse de 2,9% en 2012 devraient progresser de 2,5% en 2013, soit un léger ralentissement reflétant notamment le recul attendu au niveau des importations de produits alimentaires de base en liaison avec la performance du sous-secteur agricole en 2012.

Après le repli enregistré en 2012, le sous-secteur des transports renouerait avec la croissance en 2013, malgré les difficultés du transport ferroviaire. L'activité serait portée, d'une part, par le dynamisme du transport terrestre, impulsé par la bonne campagne agricole 2012/2013 et par le relèvement du secteur secondaire et, d'autre part, par l'environnement concurrentiel dans le transport aérien marqué par l'arrivée d'une nouvelle compagnie qui propose des tarifs plus attractifs sur les destinations vers l'Europe.

Les postes et télécommunications devraient connaître une bonne tenue suite au renforcement constaté en 2012. Le développement du sous-secteur continuera à moyen terme de s'appuyer sur l'amélioration de l'accès à la téléphonie mobile et à internet. Au total, en 2013, les activités de postes et télécommunications sont attendues en progression de 4,8%.

Les services d'hébergement et de restauration, pour leur part, tireraient avantage de l'apaisement du climat social conjugué à la politique concurrentielle dans le transport aérien. Ainsi, après une contraction de 3% en 2012, le sous-secteur est projeté en hausse de 5%.

Au niveau des services financiers, la vigueur des activités de crédits bancaires et d'assurance se maintiendrait en 2013 à la faveur notamment du regain de croissance dans l'industrie. Ainsi, le sous-secteur est attendu en progression de 4% comparativement à 2012.

### 1.2.2. Les Emplois du PIB

En 2013, la **consommation finale** est attendue en hausse de 3,3% contre 2,2% en 2012. Elle représenterait 90,4% du PIB, soit un taux d'épargne intérieure de 9,6%.

La **Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)** est projetée en progression de 6% contre 4,7% en 2012, soit un gain de 1,3 point de pourcentage qui reflèterait aussi bien le dynamisme de l'investissement public (+7%) que privé (+5,5%). L'investissement public serait marqué par la poursuite des grands travaux de l'Etat conjuguée au démarrage des projets financés par le Millenium Challenge Account. L'investissement privé, pour sa part, tirerait profit de l'apaisement du climat social interne mais également de l'amélioration de l'environnement mondial. En conséquence, le taux d'investissement devrait ressortir à 23,8% du PIB en 2013 contre 23% en 2012.

Globalement, la **demande intérieure**, tirée essentiellement par l'investissement, augmenterait en termes réels de 3,1% contre 3,7% en 2012,.

Pour ce qui est de la **demande extérieure**, les exportations et les importations de biens et services sont attendues respectivement en hausse de 4,5% et 1% en 2013.

### 1.2.3. Inflation

L'**inflation** mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 2,3% en 2013 contre une estimation de 1,7% en 2012. Cette progression traduirait la hausse des prix aux producteurs au niveau des secteurs secondaire (3,4% contre 2,3% en 2012) et tertiaire (1,8% contre 1% en 2012).

## 2. LES FINANCES PUBLIQUES

En 2012, l'exécution budgétaire s'est déroulée dans un contexte difficile. En effet, le gouvernement nouvellement élu a initié une série de mesures en faveur des populations éprouvées par la mauvaise campagne agricole 2011/2012. Il s'agit notamment :

- du soutien apporté au monde rural avec l'appui des partenaires au développement (distribution de vivre de soudure et d'aliments de bétail) pour un montant de 30 milliards ;
- du subvention des intrants (semences et engrais) à hauteur de 34,5 milliards pour relancer la production agricole ;
- de la réduction des prix des denrées de première nécessité (riz, huile et sucre) à travers une subvention de 8 milliards ;
- de l'augmentation de la subvention aux consommateurs d'électricité de 40 milliards à 105 milliards et ;



- du reprofilage de la dette pour réduire à moyen terme son poids sur les finances publiques.

Ces mesures conjuguées aux moins-values de recettes observées sur le premier trimestre de 2012 devraient conduire à un déficit insoutenable. Ainsi, le Gouvernement a pris un ensemble de mesures correctrices à travers :

- les coupes opérées sur les autres dépenses courantes et sur les dépenses d'investissement à faible impact sur la croissance ;
- la réduction du train de l'Etat et la rationalisation de la dépense publique (réduction du nombre de ministères, suppression du sénat, fermeture ou fusion d'un certain nombre d'organes publics, etc.)

## **2.1. Exercice budgétaire en 2012**

L'exercice budgétaire 2012 est caractérisé par une hausse modérée des ressources et une exécution maîtrisée des dépenses publiques. En effet, les ressources globales mobilisées (recettes budgétaires, Fonds de Soutien à l'Energie et dons) sont estimées à 1670 milliards, soit une progression de 9,5% par rapport à 2011. Les dépenses totales et prêts nets, pour leur part, se sont inscrits en hausse de 5,5% pour s'établir à 2090 milliards en 2012. Au total, le déficit public est ressorti à 420 milliards en 2012 (soit 5,8% du PIB) contre 455 milliards en 2011 (soit 6,7% du PIB). Quant au déficit du solde de base (définition UEMOA), il est passé de 333 milliards (4,9% du PIB) en 2011 à 284,5 milliards (4% du PIB) en 2012.

### **2.1.1. Les recettes budgétaires**

Au titre de l'année 2012, le recouvrement des recettes budgétaires hors FSE se chiffre à 1423 milliards contre 1336 milliards l'année précédente ; soit une hausse de 86,6 milliards (+7,2%) imputable aussi bien aux recettes fiscales qu'à celles non fiscales. Toutefois, compte non tenu du recouvrement de 13 milliards effectué au titre de la marge de soutien à la SAR, de la stabilisation opérée sur le sucre pour un montant 4 milliards et des redevances sur les télécommunications pour 27,6 milliards, les recettes budgétaires ressortent à 1378,6 milliards en 2012, soit une progression de 42,2 milliards (+3,2%).

Les recettes fiscales se sont accrues de 64,8 milliards (+5,1%) pour s'établir à 1351,7 milliards en 2012 contre 1286,9 milliards en 2011, sous l'impulsion des bons niveaux de recouvrement des impôts directs et de la TVA à l'importation.

Concernant les impôts directs, ils ont été recouverts à hauteur de 399,1 milliards en 2012 contre 345,6 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 53,5 milliards (+15,5%). Cette évolution reflète le bon comportement de l'impôt sur les sociétés et celui sur le revenu qui ont enregistré des

hausse respectives de 15,9 milliards (+16,2%) et 26,7 milliards (+12,6%) pour atteindre respectivement 1139 milliards et 238,1 milliards en 2012. Ces performances ont été renforcées par la bonne tenue des recouvrements de l'IRVM/IRCM et de la CFCE qui se sont établis respectivement à 29,5 milliards et 15,1 milliards, progressant ainsi de 8 milliards (+37,2%) et 2,7 milliards (+21,8%) par rapport à 2011.

S'agissant des recouvrements au cordon douanier, ils sont évalués à 478,3 milliards après 451,8 milliards l'année précédente, soit un accroissement de 26,5 milliards (+5,9%) imputable essentiellement à la TVA à l'importation. En effet, cette dernière s'est accrue de 35 milliards (+14,1%) pour se situer à 283 milliards en 2012, permettant ainsi de contenir la baisse de 8,6 milliards (-4,2%) enregistrée au niveau des droits de porte dont le recouvrement est ressorti à 195,3 milliards sur la période.

Pour ce qui est des taxes sur biens et services intérieures, elles sont passées de 410,6 milliards en 2011 à 389,4 milliards en 2012, soit un repli de 21,3 milliards (-5,2%). Cette contreperformance reflète la faiblesse du recouvrement de la TVA intérieure pétrole chiffré à 1,7 milliard contre 34 milliards en 2011, soit une baisse de 32,3 milliards (-94,9%). Cette situation est en liaison avec la mise en œuvre de l'usine exercée<sup>3</sup>. La TVA intérieure hors pétrole, pour sa part, s'est contractée de 2,6 milliards (-1,1%) pour se situer à 234,3 milliards en 2012, en raison principalement du non-reversement du précompte de TVA par les agences et établissements publics. De même, la taxe spécifique pétrole est évaluée à 53,8 milliards, enregistrant ainsi une légère diminution de 1,8 milliard (-3,2%) comparativement à l'année précédente. Ces baisses ont, toutefois, été contenues par le recouvrement de la Contribution Spéciale des Mines et Carrières pour un montant de 5 milliards durant l'année 2012 et les hausses notées au niveau de la taxe sur les opérations bancaires et les taxes spécifiques sur les produits pétroliers. En effet, ces postes ont progressé respectivement de 4,8 milliards (+14%) et 3,8 milliards (+17,1%) en 2012 pour s'établir à 39,1 milliards et 26 milliards.

Pour ce qui est des recettes pétrolières, elles ont été recouvrées pour un montant de 188 milliards contre 203,1 milliards en 2011, soit une baisse de 15,1 milliards (-7,4%) imputable à la TVA intérieure sur le pétrole et au FSIPP, lesquels ont baissé respectivement de 32,3 milliards et 9,4 milliards. Cette contreperformance traduit l'effet de l'usine exercée conjugué au relèvement du taux de la TUR et de la baisse du taux relatif au FSIPP (de 35F à 10F). A cela s'ajoute, les difficultés de la SENELEC qui n'a pas pu s'acquitter de la totalité de ses droits et taxes. Les recettes pétrolières ont donc représenté 13,9% des recettes fiscales en 2012 contre 15,8% en 2011, soit une détérioration de 1,9 point de pourcentage.

---

<sup>3</sup> Transfert de l'essentiel du recouvrement au cordon douanier

Au total, la pression fiscale est ressortie à 18,6% en 2012 contre 18,9% un an auparavant, soit une dégradation de 0,3 point de pourcentage de PIB imputable à la morosité de l'activité économique notamment durant le premier semestre de 2012. Elle demeure, toutefois, au-dessus du plancher communautaire fixé à 17%.

S'agissant des recettes non fiscales, elles sont évaluées à 71,5 milliards en 2012 contre 49,5 milliards en 2011, soit une progression de 22 milliards (+44,4%). Cette hausse est attribuable essentiellement aux redevances sur les télécommunications et aux dividendes et produits financiers qui se sont accrues respectivement de 21,6 milliards et 15,1 milliards pour s'établir à 27,6 milliards et 30,5 milliards.

### **2.1.1. Les dons**

Durant l'année 2012, les dons ont été mobilisés pour un montant global de 206 milliards, progressant ainsi de 56,3 milliards (+37,5%) par rapport à 2011. Cette hausse est attribuable à l'augmentation aussi bien des dons en capital que ceux budgétaires. En effet, les dons en capital sont passés de 113 milliards en 2011 à 154 milliards en 2012, soit un accroissement de 41,8 milliards (+37,2%), dont 25,8 milliards au titre de l'appui au monde rural. Quant aux dons budgétaires, ils se chiffrent à 52 milliards et enregistrent une hausse de 14,5 milliards (+38,7%) relativement à l'année précédente. Les dons budgétaires qui ont été mobilisés au titre de l'année 2012 proviennent essentiellement de l'Arabie Saoudite (16 milliards), de l'Union Européenne (15,1 milliards), du Canada (11,6 milliards), des Pays Bas (2 milliards), de l'Espagne (2 milliards), de la BOAD (3,8 milliards) et de l'UEMOA (1,3 milliard).

### **2.1.3. Les dépenses publiques**

En 2012, les dépenses totales et prêts nets se sont établis à 2090 milliards contre 1980 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 109,8 milliards (5,5%), imputable pour l'essentiel aux dépenses d'investissement.

En effet, les dépenses d'investissement globales ont été exécutées pour un montant de 814 milliards en 2012 après 718 milliards l'année précédente, soit une nette progression de 95,3 milliards (+13,3%). Cette évolution est imputable en grande partie aux dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures qui ont enregistré une hausse de 78,7 milliards (+32,3%) pour se situer à 322 milliards en 2012. Elles ont représenté 39,6 % des dépenses totales d'investissement contre 33,9% en 2011. Quant aux dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures, elles se sont établies à 492 milliards et enregistrent une augmentation de 3,5% par rapport à 2011. Le ratio des dépenses en

capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales est ressorti à 35,6% en 2012 contre 37% en 2011, soit au-dessus du plancher communautaire fixé à 20%.

S'agissant des dépenses courantes, elles sont évaluées à 1257 milliards en 2012 et ont enregistré une hausse de 23,6 milliards (+1,9%). Celle-ci provient essentiellement des dépenses de personnel qui se sont établies à 462 milliards en 2012, affichant ainsi une progression de 34 milliards (+8%) par rapport à 2011. Cette évolution reflète la titularisation plus importante que prévue de contractuels de l'éducation. Ainsi, le ratio de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales, est ressorti à 33,5% contre 33,2% en 2011 et se situe en-dessous du plafond communautaire fixé à 35%.

Les charges d'intérêts sur la dette publique sont estimées à 108 milliards, soit une légère augmentation de 4 milliards (+3,8%) par rapport à l'année précédente. Cette évolution traduit la hausse des intérêts sur la dette publique intérieure, qui se sont accrus de 14 milliards pour s'établir à 56 milliards. Ils ont été, toutefois, atténués par les économies de 10 milliards réalisées au niveau des intérêts sur la dette publique extérieure qui sont ressorties à 52 milliards.

Au titre des dépenses de fonctionnement, les "fournitures et entretien" et les "transferts et subventions" se sont établis respectivement à 321 milliards et 355 milliards en 2012, enregistrant ainsi une baisse de 35,4 milliards (-9,9%) et une hausse de 20 milliards (33,1%). Globalement, les autres dépenses courantes enregistrent une baisse de 14,4 milliards en 2012 et sont estimées à 688 milliards. Elles prennent également en compte les dépenses effectuées par le FSE. Cette baisse reflète les mesures de rationalisation des dépenses publiques engagées par les autorités.

Les prêts nets sont évalués à 19 milliards en 2012 composés d'un montant de 37 milliards au titre des retrocessions et des remboursements évalués à 18 milliards.

### **2.1.3. Le Financement**

Le financement net du déficit budgétaire est évalué à 420 milliards en 2012 dont un montant de 470 milliards au titre du financement extérieur.

Le financement extérieur net est ressorti à 470 milliards en 2012 contre 422 milliards en 2011, soit une augmentation de 48,8 milliards (+11,6%). Le montant a été mobilisé au niveau des tirages sur les prêts projets et les recours au marché financier. Les tirages sont composés de prêts projets pour un montant de 205 milliards et des tirages de trésorerie évalués à 118 milliards (reçus de la Banque mondiale, de la BAD et de l'AFD pour des montants respectifs de 27,1 milliards, 5,2 milliards et 85,4 milliards). Au niveau du marché financier sous régional, il a été mobilisé un montant net de 211 milliards (dont 66,5 milliards sur les bons du trésor et 144,2 milliards sur les emprunts obligataires). Quant à l'amortissement de la dette extérieure existante et l'assistance PPTE, ils sont évalués respectivement à 84 milliards et à 21 milliards en 2012.

Le financement intérieur net s'est établi à -50 milliards, reflétant un désengagement important de l'Etat vis-à-vis du système bancaire de 195 milliards et un financement non bancaire ressorti à 145 milliards.

#### **2.1.4. La dette publique**

En 2012, l'encours de la dette publique totale est estimé à 3076 milliards contre 2704,2 milliards en 2011, soit une progression de 13,8%. Il représente ainsi 42,9% du PIB contre 39,7% du PIB en 2011, soit une progression de 3,2 points de pourcentage de PIB. Toutefois, il demeure en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du Pacte de convergence de l'UEMOA. Il est composé de 2277,5 milliards (31,8% du PIB) au titre de la dette extérieure et de 798,5 milliards (11,1% du PIB) portant sur la dette intérieure.

Le service de la dette publique extérieure s'est établi à 136 milliards en 2012, soit respectivement à 9,6% des recettes budgétaires et 10,4% des exportations de biens et services. Globalement, la dernière analyse de viabilité de la dette montre que le Sénégal continue de dégager un profil de pays à risque de surendettement faible.

#### **2.2. Perspectives budgétaires en 2013**

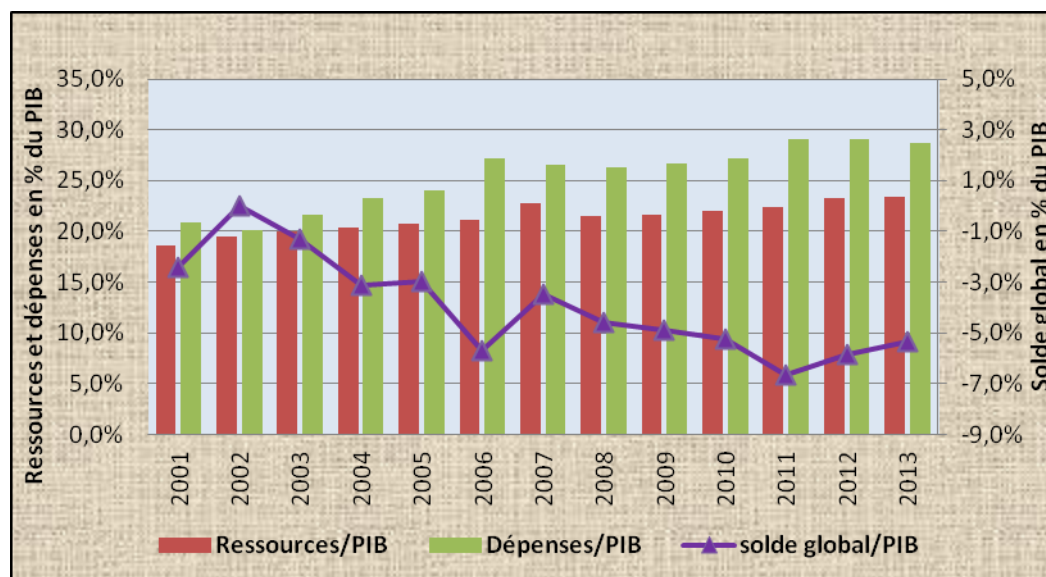
Pour l'année 2013, la gestion budgétaire devrait refléter les actions du Gouvernement qui militent en faveur de la poursuite de la promotion d'un cadre macroéconomique stable, d'une maîtrise de l'inflation, d'un assainissement des finances publiques et de la consolidation des acquis en matière d'incitations nécessaires pour le développement du secteur privé.

Le budget 2013 devrait ainsi être caractérisé par la mise en œuvre des principaux projets d'investissement érigés en priorité par le gouvernement. Ces derniers portent sur l'agriculture et l'énergie, l'élevage et les infrastructures. Le budget comporte également un caractère social marqué par la poursuite de la gratuité de l'hémodialyse, l'appui spécifique aux grands blessés des forces armées, la compensation pour le gel des tarifs de l'électricité. A cela s'ajoute, la mise en œuvre du programme d'urgence de lutte contre les inondations ainsi que la mise en place de la Caisse autonome de Protection sociale universelle (CAPSU) avec une dotation initiale de 10 milliards pour la prise en charge d'une couverture maladie de base, d'un revenu minimum vieillesse (bonification retraite) et d'une bourse de sécurité familiale.

Ainsi, les ressources (recettes, dons et FSE) sont attendues à 1784 milliards en 2013 (dont 1542 milliards de recettes budgétaires, 35 milliards au titre des ressources du FSE et 207 milliards de dons) contre 1670 milliards en 2012, soit une hausse de 113,7 milliards (+6,8%). Les dépenses totales et prêts nets, pour leur part, devraient passer de 2090 milliards en 2012 à 2190 milliards en 2013, soit un accroissement de 100,1 milliards (+4,8%). Au total, le solde global (dons compris) est projeté à 406

milliards en 2013 (5,3% du PIB) contre 420 milliards en 2012 (5,8%), soit une légère amélioration de 0,5 de point de PIB. Le solde de base (définition UEMOA) est projeté en déficit de 276 milliards (3,6% du PIB) contre 284,5 milliards (4 % du PIB) en 2012.

**Grahiqne 1 :** Evolution des ressources, dépenses et déficit global en % du PIB, de 2001 à 2013 (proj)



Source : DGCPT/DPEE

### 2.2.1. Les recettes budgétaires en 2013

Au titre de l'année 2013, les recettes budgétaires sont projetées à 1542 milliards contre 1423 milliards en 2012, soit une progression de 8,4% imputable pour l'essentiel aux recettes fiscales.

En effet, les recettes fiscales devraient évoluer de 107,3 milliards (+7,9%) en 2013 pour s'établir à 1459 milliards. Cette hausse serait imputable à la bonne tenue des recettes douanières, de la TVA intérieure hors pétrole et de l'impôt sur les sociétés<sup>4</sup>.

Au niveau des droits de douanes, il est attendu un recouvrement de 551,6 milliards en 2013 contre 478,3 milliards en 2012, soit une progression de 73,4 milliards (+15,3%). Cette performance serait imputable au bon niveau de recouvrement de la TVA à l'importation confortée par les droits de porte. En effet, la TVA à l'importation devrait atteindre 347,1 milliards en 2013 après 283 milliards en 2012, progressant ainsi de 64,1 milliards (+22,7%) sous l'impulsion des taxes hors pétrole. Quant aux droits de porte, il est prévu un accroissement de 9,3 milliards (+4,7%) de leurs recouvrements qui sont attendus à 204,5 milliards.

Les taxes sur biens et services intérieures, pour leur part, sont projetées à 430,6 milliards en 2013 contre 389,4 milliards l'année précédente, soit un accroissement de 41,2 milliards en liaison avec

<sup>4</sup> Le nouveau Code Général des Impôts entré en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 ramène le taux de l'impôt sur les Sociétés de 25% à 30%.

le bon comportement de la TVA intérieure hors pétrole. Celle-ci devrait être recouvrée à hauteur de 258,8 milliards après une réalisation de 234,3 milliards en 2012, enregistrant ainsi une hausse de 24,5 milliards (+10,4%). La taxe sur les opérations bancaires et celle sur la consommation hors pétrole s'établiraient respectivement à 41 milliards et 50,3 milliards en 2013 contre des montants respectifs de 39,1 milliards et 44,6 milliards en 2012. Quant à la taxe spécifique pétrole, elle est projetée à 57,7 milliards contre une réalisation de 53,8 milliards en 2012, faisant ainsi ressortir une progression de 3,9 milliards (+7,2%)

Les droits d'enregistrements et de timbre, pour leur part, sont projetés à 51,6 milliards et devraient enregistrer une augmentation de 3,7% sous l'impulsion des droits de timbre qui s'accroîtraient de 2,4 milliards (+18,8%) sur la période.

A l'inverse, les impôts directs, devraient enregistrer un repli de 5,7 milliards (-1,4%) en 2013 pour s'établir à 393,4 milliards. Cette contreperformance serait imputable à la faiblesse du recouvrement de l'impôt sur le revenu projeté à 225,7 milliards contre 238,1 milliards, soit une baisse de 12,4 milliards (5,2%). Celle-ci est liée à l'entrée en vigueur du nouveau code général des impôts en 2013 qui prévoit une baisse du taux de l'impôt sur le revenu. Cette baisse devrait, toutefois, être contenue par la hausse de 11,9 milliards projetée sur le recouvrement de l'impôt sur les sociétés chiffré à 125,8 milliards sur la période.

Au total, la **pression fiscale est projetée à 19,1%** en 2013, soit en progression de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2012 ; elle se situe toujours au dessus du plancher communautaire fixé à 17%.

Les recettes non fiscales sont attendues pour un montant de 83 milliards en 2013 contre une réalisation de 71,5 milliards en 2012, enregistrant ainsi une hausse de 11,5 milliards (+16,1%). Cette hausse devraient être tirée la progression des revenus du domaine et des dividendes et produits financiers respectivement de 21,4 milliards et 17,8 milliards. En revanche, il n'est attendu aucun recouvrement au titre des redevances sur les télécommunications contrairement à l'année précédente.

### **2.2.2. Les dépenses publiques**

En 2013, les dépenses totales et prêts nets devraient être exécutés à hauteur de 2190 milliards contre 2090 milliards réalisés en 2012, soit une progression de 100,1 milliards (+4,8%). Cette hausse devrait être tirée par les dépenses courantes et celles d'investissements sur ressources intérieures.

S'agissant des dépenses courantes, elles sont programmées à 1321 milliards en 2013 contre 1257 milliards exécutés en 2012, soit un accroissement de 64,1 milliards (+5,1%) imputable essentiellement aux dépenses de personnel, aux dépenses de fonctionnement et aux charges d'intérêt

sur la dette intérieure. En effet, les dépenses de personnel devraient passer de 462 milliards en 2012 à 477 milliards en 2013, soit une progression de 15,5 milliards (+8%). Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales devrait ressortir à 32,7% en 2013 restant ainsi maintenu en-dessous du plafond communautaire fixé à 35%. Pour ce qui est des dépenses de fonctionnement, elles devraient s'établir à 710 milliards en 2013 après 688 milliards l'année précédente, soit une hausse de 3,3%. Quant aux charges d'intérêts sur la dette publique, elles sont projetées à 134 milliards en 2013 dont 64 milliards au titre de la dette extérieure et 70 milliards pour celle intérieure. Elles devraient ainsi s'accroître de 26 milliards, dont 14 milliards (+25%) pour la dette intérieure et 12 milliards (+23,1%) pour la dette extérieure.

Concernant les prêts réocédés, ils devraient enregistrer une baisse de 19,3 milliards comparativement à 2012.

Les dépenses d'investissement globales sont attendues en hausse de 55,3 milliards (+6,8%) en 2013 et devraient s'établir à 869 milliards. Cette évolution est imputable principalement à la progression des dépenses en capital sur ressources intérieures. Ces dernières sont projetées à 532 milliards en 2013 contre 492 milliards une année auparavant, soit une progression de 40,5% ; cette hausse reflète la mise en œuvre des principaux projets erigés en priorité par le gouvernement dans le Stratégie Nationale de Développement Economique et Social (SNDES) ainsi que la mise en œuvre du programme d'urgence de lutte contre les inondations. Par ailleurs, le ratio des dépenses en capital sur ressources internes rapporté aux recettes fiscales devrait ressortir à 36,5% en 2013, soit largement au-delà du plancher communautaire de 20%. Les dépenses en capital sur ressources externes sont quant à elles projetées à 337 milliards en 2013 contre 322 milliards en 2012, soit un accroissement de 15 milliards (+4,6%). Celui-ci traduit le démarrage effectif des projets structurants financés dans la cadre du Millenium Challenge Account (MCA), le prolongement de la Voie Dakar Nord (VDN) et l'extension de l'autoroute au-delà du nouvel aéroport.

### **2.2.3. Le Financement**

Au titre de l'année 2013, le financement du déficit budgétaire devrait s'établir à 406 milliards, caractérisé par l'émission de titres publics sur le marché financier sous-régional et le recours au financement extérieur.

Le financement extérieur net est programmé pour un montant de 419 milliards ; il est composé de tirages sur prêts projets pour 167 milliards et de tirages de trésorerie pour 51 milliards. Au titre de l'emprunt non concessionnel, un montant de 271 milliards a été positionné en 2013, dont 247 milliards portant sur l'émissions d'Eurobond. Le marché régional devrait concourir à hauteur de 21 milliards



au financement et 18 milliards sont attendus de l'assistance PPTTE. Quant à l'amortissement de la dette extérieure existante, il est projeté à 84 milliards.

Pour ce qui est du financement intérieur net, il est projeté un désengagement de l'Etat de 12 milliards en 2013. Cette situation traduit le désengagement à hauteur de 22 milliards vis-à-vis du système bancaire conjugué à un financement et 10 milliards de celui non-bancaire.

### 3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

#### 3.1. Estimation de la balance des paiements pour l'année 2012

En 2012, les échanges extérieurs sont caractérisés par un solde global déficitaire de 72 milliards contre un déficit de 70 milliards en 2011. Cette évolution est due principalement à l'aggravation du déficit du compte courant qui a atteint 740 milliards en 2012 contre 537 milliards l'année précédente. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières bien qu'en amélioration de 201 milliards, n'a pas permis de couvrir le déficit du compte courant.

##### 3.1.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte des **transactions courantes** est estimé à 740 milliards (10,3% du PIB) en 2012 contre une réalisation de 537 milliards (7,9% du PIB) en 2011, soit une dégradation de 2,4 points de pourcentage. Cette situation reflète essentiellement le creusement de la balance des biens de 266 milliards en 2012, légèrement atténuée par le relèvement de 8 milliards de la balance des services et revenus nets.

En effet, la **balance des biens** ressort en déficit de 1 449 milliards en 2012 contre 1184 milliards en 2011, soit une détérioration de 266 milliards. Cette dégradation est liée à la hausse plus marquée des importations (+337 milliards) que celle des exportations (+71 milliards). Le regain des importations s'explique, pour l'essentiel par la progression des approvisionnements en pétrole et en produits alimentaires. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations de biens est passé de 51,1% en 2011 à 47,4% en 2012, soit un recul de 3,7 points de pourcentage entre les deux années.

Concernant le solde des **services et revenus**, il s'est amélioré de 8 milliards de F CFA passant de - 187 milliards en 2011 à -179 milliards en 2012 en liaison avec la baisse des intérêts sur la dette extérieure de 62 milliards à 52 milliards.

Les **transferts courants nets**, ressortent en hausse de 55 milliards en 2012, tirés essentiellement par les transferts privés nets qui enregistrent une progression de 54 milliards entre les deux années.

### 3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** s'est établi au terme de l'année 2012 à un excédent de 668 milliards contre 467 milliards en 2011, soit une amélioration substantielle de 201 milliards suite aux renforcements de 79 milliards l'excédent du compte de capital et de 123 milliards de celui du compte d'opérations financières.

En effet, le solde du compte de capital est ressorti à 196 milliards en 2012 contre 117 milliards en 2011, à la faveur notamment de la progression des dons en capital de 113 milliards à 154 milliards entre les deux années. Cette dernière évolution reflète principalement l'appui apporté au monde rural par la communauté internationale suite à la mauvaise campagne agricole 2011/2012 (25,8 milliards).

L'excédent du compte des opérations financières a également connu une forte hausse (+123 milliards), passant de 349 milliards à 472 milliards entre 2011 et 2012. Cette évolution est attribuable à la mobilisation auprès du Gouvernement français d'un prêt de 130 millions d'euros (85,3 milliards de FCFA) ainsi qu'à l'importante progression des prêts projets (+70 milliards).

### 3.2. Prévisions de la balance des paiements pour l'année 2013

En 2013, la situation des échanges avec le reste du monde devrait être marquée **par une atténuation du déficit du compte des transactions courantes (9,3% du PIB contre 10,3% en 2011) et un renforcement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières de 34 milliards**. Globalement, la balance des paiements devrait dégager un léger déficit de 5 milliards en 2013 contre un déficit de 72 milliards enregistré en 2012.

#### 3.2.1. Evolution de la balance courante

Le **déficit du compte courant** est projeté à 707 milliards en 2013 contre 740 milliards, soit une amélioration de 33 milliards, imputable essentiellement à la balance commerciale et, dans une moindre mesure, à celle des transferts.

En effet, le **déficit de la balance commerciale** devrait s'établir à 1 387 milliards en 2013 contre 1 449 milliards en 2012, soit une atténuation de 63 milliards en raison d'une hausse des exportations projetée à 74 milliards conjuguée à une réduction de 11 milliards des importations. Cette situation devrait conduire à un relèvement du taux de couverture des importations par les exportations de 47,4% en 2012 à 50% en 2013, soit un gain de 2,6 point de pourcentage.

Concernant la **balance des services et revenus nets**, elle devrait afficher une dégradation de 48 milliards entre 2012 et 2013, imputable en partie au relèvement des intérêts de 52 milliards à 64 milliards.

Pour ce qui est des **transferts courants nets**, ils s'établiraient à 907 milliards en 2013 après 888 milliards enregistrés en 2012 suite notamment à une projection à la hausse des transferts privés de 41 milliards, les dons budgétaires étant plutôt attendus en baisse (38 milliards en 2013 contre 52 milliards en 2012).

### **3.1.2. Evolution du compte de capital et d'opérations financières**

Le solde du **compte de capital et d'opérations financières** dégagerait un excédent de 702 milliards en 2013 contre 668 milliards en 2012, soit une hausse de 34 milliards, attribuable à l'amélioration du solde des opérations financières (+45 milliards).

En effet, l'excédent du compte des opérations financières s'établirait à 517 milliards en 2013 contre 472 milliards en 2012, à la faveur principalement de l'émission d'un eurobond pour 500 millions de dollars (247 milliards de FCFA). En revanche, l'excédent du solde du compte de capital est projeté en réduction de 11 milliards par rapport à 2012 ; les autres transferts étant projetés à 11 milliards contre 40 milliards l'année précédente.

## **4. LA SITUATION MONETAIRE**

### **4.1. Evolution de la situation monétaire en 2012**

La situation des institutions monétaires entre 2011 et 2012 est marquée par une baisse de 52 milliards (-5,6%) des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 6,4% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 6,8% ; la position extérieure nette de la BCEAO s'étant plutôt améliorée de 50 milliards.

#### **4.1.1. Les avoirs extérieurs nets**

La position extérieure nette des institutions monétaires est ressortie à 879 milliards en 2012 contre 930,1 milliards en 2011, soit une baisse de 52 milliards. Celle-ci résulte essentiellement de la contraction des avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

#### **4.1.2. Le crédit intérieur**

L'encours du crédit intérieur est estimé à 2 240 milliards après 2.106 milliards enregistrés en 2011, soit une hausse de 134 milliards reflétant essentiellement la progression des crédits à l'économie dont l'encours à fin décembre 2012 s'est établi à 2144 milliards. Le taux de financement bancaire de l'économie se situe par conséquent à 29,9% en 2012 contre 28,7% enregistré l'année précédente soit un gain de 1,2 point de pourcentage.

S'agissant de la Position Nette du Gouvernement, elle est estimée à 97 milliards, soit 53 milliards de moins qu'en 2011.

### **4.1.3. La masse monétaire**

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est en hausse de 6,8% en 2012 contre 6,7% en 2011. Cet accroissement de la liquidité globale se traduit par un renforcement des dépôts bancaires de 8,8%, amoindri par une baisse de la circulation fiduciaire de 0,5%. Au total, le taux de liquidité globale de l'économie passe de 39,8% en 2011 à 40,3% en 2012.

## **4.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire en 2013**

La situation monétaire devrait être marquée, en 2013, par une amélioration de 13 milliards de la position extérieure nette, un accroissement du crédit intérieur de 8,2% et une expansion de 6,8% de la masse monétaire.

### **4.2.1. Les avoirs extérieurs nets**

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 892 milliards en 2013 contre 879 milliards en 2012. Cette évolution serait essentiellement tirée par la Banque Centrale dont les avoirs nets passeraient de 776 milliards en 2012 à 788 milliards en 2013.

### **4.2.2. Le crédit intérieur**

L'encours du crédit intérieur est projeté à 2.424 milliards en 2013 contre 2.240 milliards en 2012, soit une hausse de 184 milliards. Ce renforcement devrait être porté par les crédits à l'économie projetés à 2.350 milliards en 2013 contre 2144 milliards en 2012. Ainsi, le financement bancaire de l'activité économique devrait se situer à 30,8% en 2013 contre 29,8% en 2012.

S'agissant de la Position Nette du Gouvernement, elle passerait de 97 milliards à 74 milliards entre 2012 et 2013, soit une amélioration de 23 milliards.

### **4.2.3. La masse monétaire**

La masse monétaire devrait s'établir à 3.092 milliards en 2013, contre 2.896 milliards en 2012, soit une hausse de 6,8%. Cette progression se traduirait par un raffermissement des dépôts privés dans les banques qui ressortiraient à 2.509 milliards en 2013, atténué par une baisse de la circulation fiduciaire de 2 milliards. Le taux de liquidité globale de l'économie resterait stable entre les deux périodes soit 40,5%.

\*\*\*\*\*

Des risques substantiels pèsent sur les projections de croissance en 2013 aussi bien au plan externe qu'interne. A l'échelle internationale, un retard dans l'exécution du plan de redressement de la zone Euro affecterait significativement l'économie mondiale à travers notamment une diminution du volume des échanges qui ne serait pas sans conséquence sur les exportations des économies émergentes et en développement. Les autres risques baissiers qui seraient dommageables à l'économie sénégalaise concernent notamment l'envolée des cours des produits énergétiques et alimentaires sur le marché mondial.

Au plan interne, des retards dans la mise en œuvre du plan de restructuration du secteur de l'électricité, de la Stratégie Nationale de Développement Economique et Social (SNDES), des grands investissements structurants, en l'occurrence dans le domaine des infrastructures constitueraient de véritables facteurs de risque. A cela s'ajoutent, les risques budgétaires liés aux différents fronts sociaux notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'assainissement mais également un éventuel déficit pluviométrique qui affecterait l'agriculture.

\*\*\*\*\*



# ANNEXES

**Tableau 1 : Evolution du PIB réel par branche d'activité**

Variation en % (croissance en volume)	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
			def.	s. def	prov.	proj	proj
<b>Secteur primaire</b>	<b>-5,8%</b>	<b>19,5%</b>	<b>13,0%</b>	<b>5,8%</b>	<b>-14,5%</b>	<b>9,6%</b>	<b>6,2%</b>
010 020 agriculture	-16,3%	40,1%	19,8%	4,9%	-27,8%	17,4%	8,4%
010 agriculture vivriere	-15,6%	46,5%	14,8%	-1,6%	-18,3%	17,2%	7,5%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	-17,8%	26,1%	32,3%	19,2%	-45,1%	18,2%	10,7%
030 élevage et chasse	5,7%	3,5%	3,7%	8,9%	3,6%	1,0%	4,0%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	4,8%	-0,2%	5,5%	5,4%	4,3%	3,3%	3,0%
050 pêche	7,4%	-4,2%	8,1%	2,1%	3,8%	4,9%	3,5%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>6,6%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>3,5%</b>	<b>4,6%</b>	<b>6,5%</b>	<b>0,9%</b>	<b>4,1%</b>
060 activites extractives	-6,2%	3,1%	51,2%	6,7%	8,2%	-1,7%	3,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	-7,4%	-19,3%	27,5%	3,3%	-8,9%	-9,1%	4,0%
999 autres industries	6,2%	-2,3%	5,2%	3,8%	7,3%	0,3%	4,1%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	4,7%	-4,5%	17,5%	-6,7%	6,4%	-15,1%	4,0%
090 travail de grains, fabrication de produits	-1,0%	-17,7%	13,4%	4,4%	9,5%	-9,5%	1,0%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	8,4%	9,8%	1,8%	5,4%	16,0%	3,0%	3,5%
110 fabrication de sucre, transformation	5,4%	-8,7%	-5,5%	-1,3%	-7,8%	18,6%	8,6%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	-4,8%	4,5%	-5,0%	3,8%	1,6%	-2,3%	4,5%
130 fabrication de boissons	6,9%	-5,9%	8,6%	6,4%	3,8%	4,1%	4,5%
140 fabrication de produits à base de tabac	-9,2%	99,6%	25,3%	-0,7%	7,7%	-7,4%	4,1%
150 egenreage de coton et fabrication des textiles	4,6%	-4,3%	0,2%	0,9%	5,7%	9,3%	5,7%
160 fabrication du cuir; fabrication	3,3%	-1,8%	-11,1%	7,3%	14,7%	0,9%	2,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	5,8%	11,0%	0,6%	2,4%	5,0%	8,7%	6,5%
180 fabrication de papier, carton,	6,0%	3,7%	3,0%	1,5%	5,8%	7,1%	4,9%
190 raffinage petrole. cokefaction,	133,4%	18,5%	-4,0%	-2,4%	18,8%	7,0%	4,0%
200 fabrication de produits chimiques	13,3%	-16,6%	7,8%	14,7%	11,8%	3,8%	4,1%
210 fabrication de produits en caoutchouc	3,2%	-9,5%	3,7%	9,3%	3,1%	6,2%	3,5%
220 fabrication de verre, poterie	4,3%	0,1%	11,2%	21,7%	14,9%	-0,2%	3,0%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	9,4%	-6,6%	-15,9%	8,6%	3,6%	5,8%	4,5%
240 fabrication de machines	-8,7%	-4,8%	-8,9%	2,6%	5,1%	8,8%	5,0%
250 fabrication d'equipements, d'appareils							
260 construction de materiels de transports	-11,0%	38,8%	-4,3%	10,6%	-8,3%	-1,2%	-0,5%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	5,3%	3,6%	1,8%	4,2%	4,3%	7,2%	2,5%
280 electricite, gaz et eau	8,5%	4,1%	-4,6%	7,3%	-2,0%	11,7%	4,0%
290 construction	9,4%	-0,6%	-4,5%	4,7%	9,4%	-2,0%	4,5%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6,9%</b>	<b>3,9%</b>	<b>1,2%</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,1%</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,4%</b>
300 commerce	4,0%	2,0%	2,5%	1,8%	3,6%	2,9%	2,5%
330 340 transports, postes et telecommunications	11,5%	8,6%	1,4%	7,2%	4,6%	3,2%	4,6%
330 transports	2,9%	2,0%	-11,0%	6,3%	9,1%	-6,0%	4,2%
340 postes et telecommunications	16,2%	11,7%	6,7%	7,5%	2,9%	6,7%	4,8%
390 education et formation	9,7%	3,8%	1,6%	1,2%	2,8%	5,4%	3,0%
400 activites de sante et action sociale	11,1%	2,4%	1,3%	2,6%	2,9%	8,5%	3,0%
999 Autres services	5,2%	2,1%	-0,7%	5,5%	4,6%	4,2%	3,3%
310 services de la reparation	7,4%	-0,9%	5,1%	0,9%	4,4%	4,5%	3,5%
320 services d'hebergement et restauration	0,9%	-1,6%	-7,4%	6,8%	2,9%	-3,0%	5,0%
350 services financiers	3,4%	17,0%	-1,9%	8,8%	13,2%	12,8%	4,0%
360 activites immobilieres	3,9%	0,5%	1,5%	2,9%	3,7%	2,9%	2,0%
370 activites des services aux entreprises	8,1%	3,1%	-2,2%	5,9%	5,1%	4,8%	4,2%
410 activites à caractere collectif ou personnel	4,8%	0,8%	0,6%	2,9%	0,7%	3,0%	3,0%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	4,7%	17,8%	-0,3%	1,9%	12,7%	12,8%	4,0%
Administration publique	5,2%	-1,0%	-3,0%	2,5%	5,1%	1,4%	4,3%
380 Activites d'administration publique	5,7%	-0,7%	1,0%	1,4%	3,8%	6,4%	4,0%
Taxes nettes sur biens et services	5,0%	-1,1%	-4,9%	3,0%	5,7%	-1,0%	4,4%
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	<b>4,9%</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,4%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,1%</b>	<b>3,5%</b>	<b>4,0%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)</b>	<b>4,9%</b>	<b>4,4%</b>	<b>3,4%</b>	<b>4,4%</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,0%</b>	<b>4,0%</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du m</b>	<b>6,4%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,1%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,8%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,7%</b>
Production de biens et services	5,8%	4,5%	2,4%	5,1%	3,7%	3,0%	4,0%
Importations de biens et services	14,3%	-0,1%	-4,0%	-1,5%	-0,9%	5,0%	1,0%
Taxes nettes sur les produits	5,0%	-1,1%	-4,6%	2,8%	5,6%	-1,0%	4,4%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>7,2%</b>	<b>3,4%</b>	<b>0,9%</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,6%</b>
Consommations intermédiaires	6,9%	4,7%	1,7%	5,9%	5,3%	2,0%	4,0%
Consommation finale	5,3%	4,9%	3,2%	2,4%	-1,6%	2,2%	3,3%
publique	7,3%	0,7%	2,9%	3,1%	4,2%	6,4%	4,0%
privée	4,9%	5,6%	3,3%	2,2%	-2,5%	1,5%	3,2%
Formation brute de capital fixe	7,4%	8,1%	-4,5%	1,5%	2,2%	4,7%	6,0%
publique	9,2%	3,5%	7,6%	9,1%	-1,9%	9,0%	7,0%
privée	6,8%	9,7%	-8,5%	-1,4%	4,0%	3,0%	5,5%
Exportations de biens et services	-0,1%	1,8%	5,7%	2,8%	-4,3%	4,5%	4,5%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>7,2%</b>	<b>3,4%</b>	<b>0,9%</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,6%</b>



Tableau 2 : PIB à prix courants

En milliards de francs CFA aux prix courants	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>Secteur primaire</b>	<b>642,6</b>	<b>838,1</b>	<b>920,9</b>	<b>993,2</b>	<b>927,5</b>	<b>1 050,3</b>	<b>1 135,2</b>
<b>010 020 agriculture</b>	<b>282,0</b>	<b>459,5</b>	<b>514,3</b>	<b>540,9</b>	<b>411,9</b>	<b>512,5</b>	<b>565,5</b>
010 agriculture vivrière	211,3	359,0	379,7	379,4	321,8	403,4	442,2
020 agriculture industrielle ou d'exportation	70,7	100,5	134,6	161,5	90,1	109,1	123,2
030 élevage et chasse	218,4	235,1	243,0	270,6	296,6	304,7	323,3
040 sylviculture, exploitation forestière,	49,3	50,8	59,3	69,5	73,2	76,4	79,5
050 pêche	93,0	92,6	104,3	112,1	145,8	156,7	167,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1 125,2</b>	<b>1 205,8</b>	<b>1 241,4</b>	<b>1 312,4</b>	<b>1 473,8</b>	<b>1 521,8</b>	<b>1 638,2</b>
060 activités extractives	51,6	50,7	100,5	119,3	143,2	145,6	157,5
080 fabrication de corps gras alimentaires	6,2	6,5	8,4	8,6	8,1	8,0	8,6
<b>999 autres industries</b>	<b>669,0</b>	<b>731,3</b>	<b>734,8</b>	<b>767,1</b>	<b>868,0</b>	<b>881,9</b>	<b>941,0</b>
070 Transformation et conservation de viande, poisson	121,3	123,5	145,7	135,8	149,6	130,5	138,5
090 travail de grains, fabrication de produits	29,0	30,6	34,0	32,8	43,7	39,3	40,3
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	30,7	34,5	33,3	33,1	44,9	47,2	50,3
110 fabrication de sucre, transformation	25,3	22,6	21,7	21,0	20,1	23,8	26,4
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	28,5	30,0	28,8	29,3	32,2	31,4	33,4
130 fabrication de boissons	21,3	20,6	22,6	25,7	26,7	28,3	30,2
140 fabrication de produits à base de tabac	4,7	10,0	12,1	12,2	13,1	12,1	12,6
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	62,9	66,9	67,5	68,0	70,5	79,1	85,3
160 fabrication du cuir; fabrication	8,4	9,0	8,0	8,6	9,8	10,8	11,3
170 travail du bois et fabrication d'articles	28,2	33,7	33,9	34,6	36,3	39,6	42,6
180 fabrication de papier, carton,	34,8	38,1	38,6	39,4	42,9	46,5	49,7
190 raffinage pétrole, cokéfaction,	18,7	23,6	17,0	17,6	26,7	31,1	33,9
200 fabrication de produits chimiques	64,3	84,4	67,2	84,3	105,8	109,4	118,5
210 fabrication de produits en caoutchouc	21,9	21,1	21,9	25,2	25,7	28,5	29,6
220 fabrication de verre, poterie	55,9	60,6	68,3	77,0	88,9	85,8	92,8
230 métallurgie, fonderie, fabrication	42,0	42,2	35,5	38,3	43,7	45,0	47,9
240 fabrication de machines	4,9	4,9	4,5	4,5	4,7	5,1	5,4
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
260 construction de matériels de transports	3,5	5,2	5,0	5,7	5,5	5,3	5,4
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	62,7	69,7	69,4	73,9	77,3	82,9	86,7
280 électricité, gaz et eau	136,3	154,3	153,1	170,0	182,3	223,6	251,2
290 construction	262,1	262,9	244,6	247,4	272,1	262,7	280,0
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2 566,2</b>	<b>2 853,9</b>	<b>2 798,3</b>	<b>2 922,9</b>	<b>3 110,8</b>	<b>3 260,6</b>	<b>3 432,3</b>
300 commerce	887,4	990,7	963,8	1 006,0	1 077,5	1 124,2	1 175,4
<b>330 340 transports, postes et télécommunications</b>	<b>591,6</b>	<b>668,2</b>	<b>643,6</b>	<b>652,8</b>	<b>699,5</b>	<b>721,1</b>	<b>769,8</b>
330 transports	226,1	261,5	230,0	238,2	268,0	256,5	278,0
340 postes et télécommunications	365,5	406,8	413,6	414,6	431,5	464,6	491,8
390 éducation et formation	206,1	216,5	223,9	231,3	245,1	265,4	276,1
400 activités de santé et action sociale	67,0	77,4	79,4	88,8	92,6	101,6	105,8
<b>999 Autres services</b>	<b>814,2</b>	<b>901,1</b>	<b>887,5</b>	<b>944,0</b>	<b>996,1</b>	<b>1 048,3</b>	<b>1 105,3</b>
310 services de la réparation	48,8	52,7	53,8	55,5	59,9	63,5	67,0
320 services d'hébergement et restauration	47,2	48,7	46,4	49,1	50,9	50,6	53,6
350 services financiers	158,7	188,4	182,9	201,9	217,4	248,7	263,8
360 activités immobilières	299,4	338,4	343,2	358,4	367,7	380,2	397,5
370 activités des services aux entreprises	268,3	295,6	283,8	299,3	325,4	346,1	367,9
410 activités à caractère collectif ou personnel	101,8	109,7	110,5	114,8	119,5	124,9	131,3
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-109,9	-132,5	-133,1	-135,0	-144,7	-165,7	-175,8
<b>Administration publique</b>	<b>1 074,3</b>	<b>1 096,7</b>	<b>1 089,5</b>	<b>1 176,7</b>	<b>1 301,9</b>	<b>1 338,0</b>	<b>1 423,5</b>
<b>380 Activités d'administration publique</b>	<b>331,6</b>	<b>361,7</b>	<b>369,6</b>	<b>386,0</b>	<b>414,3</b>	<b>447,0</b>	<b>474,2</b>
<b>Taxes nettes sur biens et services</b>	<b>742,8</b>	<b>735,0</b>	<b>719,9</b>	<b>790,7</b>	<b>887,6</b>	<b>891,1</b>	<b>949,3</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	<b>5 408,3</b>	<b>5 994,5</b>	<b>6 050,1</b>	<b>6 405,1</b>	<b>6 814,1</b>	<b>7 170,7</b>	<b>7 629,2</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)</b>	<b>4 665,6</b>	<b>5 259,5</b>	<b>5 330,3</b>	<b>5 614,4</b>	<b>5 926,4</b>	<b>6 279,7</b>	<b>6 679,9</b>
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)</b>	<b>5 126,4</b>	<b>5 535,0</b>	<b>5 535,8</b>	<b>5 864,2</b>	<b>6 402,2</b>	<b>6 658,2</b>	<b>7 063,8</b>
Production de biens et services	9 126,5	10 329,2	10 232,3	10 924,7	11 759,0	12 351,1	13 158,4
Importations de biens et services	2 587,6	3 142,9	2 490,3	2 577,7	2 840,5	3 035,0	3 102,6
Taxes nettes sur les produits	742,8	735,0	722,4	791,8	887,6	891,1	949,3
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>12 456,8</b>	<b>14 207,1</b>	<b>13 445,0</b>	<b>14 294,3</b>	<b>15 487,1</b>	<b>16 277,2</b>	<b>17 210,3</b>
Consommations intermédiaires	4 460,9	5 069,7	4 904,6	5 311,4	5 832,5	6 071,4	6 478,5
Consommation finale	5 037,7	5 696,4	5 714,9	5 921,7	6 081,2	6 471,6	6 893,7
publique	767,1	806,4	870,7	944,2	1 058,3	1 199,9	1 317,3
privée	4 270,6	4 890,0	4 844,3	4 977,5	5 023,0	5 271,6	5 576,3
Formation brute de capital fixe	1 414,1	1 607,6	1 388,0	1 414,5	1 529,3	1 651,5	1 819,2
publique	349,1	372,9	385,6	415,7	438,6	488,8	537,4
privée	1 065,0	1 234,7	1 002,4	998,8	1 090,7	1 162,7	1 281,9
Variation de stocks	168,0	267,1	-34,4	54,0	329,2	340,9	202,1
Exportations de biens et services	1 376,2	1 566,3	1 471,8	1 592,7	1 714,9	1 741,8	1 816,8
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>12 456,8</b>	<b>14 207,1</b>	<b>13 445,0</b>	<b>14 294,3</b>	<b>15 487,1</b>	<b>16 277,2</b>	<b>17 210,3</b>

Tableau 3 : Déflateur du PIB

Variation en %	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>Secteur primaire</b>	7,8%	9,1%	-2,8%	1,9%	9,2%	3,4%	1,8%
<b>010 020 agriculture</b>	5,0%	16,3%	-6,5%	0,2%	5,4%	6,0%	1,8%
010 agriculture vivrière	7,4%	16,0%	-7,9%	1,5%	3,8%	7,0%	2,0%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	-2,0%	12,7%	1,3%	0,7%	1,5%	2,5%	2,0%
030 élevage et chasse	6,1%	4,0%	-0,4%	2,2%	5,8%	1,7%	2,0%
040 sylviculture, exploitation forestière,	22,0%	3,4%	10,5%	11,3%	1,0%	1,0%	1,0%
050 pêche	9,7%	4,1%	4,2%	5,3%	25,3%	2,4%	3,0%
<b>Secteur secondaire</b>	4,4%	8,3%	-0,6%	1,1%	5,4%	2,3%	3,4%
060 activités extractives	5,5%	-4,6%	31,1%	11,3%	10,9%	3,5%	5,0%
080 fabrication de corps gras alimentaires	1,2%	30,0%	1,1%	-0,9%	3,5%	7,8%	3,5%
<b>999 autres industries</b>	4,5%	11,9%	-4,5%	0,6%	5,5%	1,3%	2,5%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	1,0%	6,6%	0,4%	-0,1%	3,5%	2,7%	2,0%
090 travail de grains, fabrication de produits	1,3%	28,4%	-2,0%	-7,5%	21,7%	-0,7%	1,5%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	2,2%	2,5%	-5,4%	-5,7%	17,0%	2,2%	3,0%
110 fabrication de sucre, transformation	0,7%	-2,2%	1,5%	-1,7%	3,5%	0,0%	2,0%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	9,8%	0,8%	1,0%	-1,8%	8,1%	-0,4%	2,0%
130 fabrication de boissons	0,3%	2,9%	0,7%	7,0%	0,1%	1,9%	2,0%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,2%	6,1%	-4,0%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	2,7%	11,2%	0,7%	-0,2%	-1,9%	2,7%	2,0%
160 fabrication du cuir, fabrication	4,4%	8,5%	-0,1%	0,1%	-0,5%	9,9%	2,0%
170 travail du bois et fabrication d'articles	3,6%	7,7%	0,1%	-0,4%	0,0%	0,2%	1,0%
180 fabrication de papier, carton,	6,8%	5,5%	-1,5%	0,4%	3,1%	1,2%	1,9%
190 raffinage pétrole, cokéfaction,	6,2%	6,8%	-25,0%	5,8%	27,6%	9,0%	5,0%
200 fabrication de produits chimiques	5,0%	57,6%	-26,2%	9,5%	12,3%	-0,3%	4,0%
210 fabrication de produits en caoutchouc	4,3%	6,4%	0,2%	5,4%	-1,2%	4,4%	0,5%
220 fabrication de verre, poterie	8,5%	8,3%	1,2%	-7,4%	0,5%	-3,3%	5,0%
230 métallurgie, fonderie, fabrication	4,3%	7,6%	0,1%	-0,7%	10,0%	-2,7%	2,0%
240 fabrication de machines	4,3%	4,7%	1,3%	-2,2%	-1,5%	-0,3%	2,0%
250 fabrication d'équipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	2,0%	0,0%	0,0%
260 construction de matériels de transports	4,8%	7,3%	0,5%	3,7%	3,4%	-0,9%	2,0%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	7,1%	7,2%	-2,2%	2,2%	0,3%	0,1%	2,0%
280 électricité, gaz et eau	9,2%	8,7%	4,0%	3,5%	9,5%	9,8%	8,0%
290 construction	2,1%	0,9%	-2,6%	-3,4%	0,5%	-1,5%	2,0%
<b>Secteur tertiaire</b>	4,8%	7,1%	-3,1%	0,1%	2,3%	1,0%	1,8%
300 commerce	6,8%	9,5%	-5,1%	2,5%	3,4%	1,4%	2,0%
<b>330 340 transports, postes et télécommunications</b>	0,9%	4,1%	-5,0%	-5,3%	2,5%	-0,1%	2,0%
330 transports	4,7%	13,4%	-1,2%	-2,5%	3,1%	1,8%	4,0%
340 postes et télécommunications	-0,4%	-0,4%	-4,7%	-6,7%	1,1%	0,9%	1,0%
390 éducation et formation	7,2%	1,2%	1,7%	2,1%	3,1%	2,7%	1,0%
400 activités de santé et action sociale	1,9%	12,8%	1,3%	8,9%	1,4%	1,1%	1,1%
<b>999 Autres services</b>	5,7%	8,4%	-0,8%	0,8%	0,9%	1,0%	2,1%
310 services de la réparation	5,4%	9,2%	-2,9%	2,2%	3,4%	1,5%	2,0%
320 services d'hébergement et restauration	5,2%	4,8%	2,9%	-1,1%	0,9%	2,3%	1,0%
350 services financiers	1,6%	1,5%	-1,0%	1,4%	-4,9%	1,4%	2,0%
360 activités immobilières	9,4%	12,5%	-0,1%	1,5%	-1,1%	0,5%	2,5%
370 activités des services aux entreprises	3,5%	6,9%	-1,8%	-0,4%	3,4%	1,5%	2,0%
410 activités à caractère collectif ou personnel	3,5%	7,0%	0,1%	0,9%	3,4%	1,5%	2,0%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	1,6%	2,4%	0,8%	-0,4%	-4,9%	1,5%	2,0%
<b>Administration publique</b>	6,6%	3,1%	2,4%	5,4%	5,3%	1,3%	2,0%
<b>380 Activités d'administration publique</b>	5,9%	9,9%	1,1%	2,9%	3,4%	1,4%	2,0%
<b>Taxes nettes sur biens et services</b>	6,9%	0,1%	3,0%	6,7%	6,2%	1,4%	2,0%
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	5,3%	6,9%	-1,5%	1,5%	4,2%	1,7%	2,3%
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du</b>	5,3%	6,2%	-1,1%	1,7%	4,2%	1,4%	2,3%
Production de biens et services	7,0%	8,3%	-3,2%	1,6%	3,8%	2,0%	2,4%
Importations de biens et services	7,4%	21,6%	-17,4%	5,1%	11,2%	1,8%	1,2%
Taxes nettes sur les produits	6,9%	0,1%	3,0%	6,7%	6,2%	1,4%	2,0%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	6,4%	10,3%	-6,2%	3,1%	5,1%	1,9%	2,1%
Consommations intermédiaires	6,4%	8,6%	-4,8%	2,2%	4,3%	2,1%	2,6%
Consommation finale	5,4%	7,8%	-2,8%	1,2%	4,3%	4,1%	3,1%
publique	7,0%	4,4%	4,9%	5,1%	7,6%	6,6%	5,6%
privée	5,1%	8,4%	-4,1%	0,6%	3,5%	3,4%	2,5%
Formation brute de capital fixe	2,8%	5,2%	-9,6%	0,4%	5,8%	3,1%	4,0%
publique	2,3%	3,2%	-3,9%	-1,2%	7,6%	2,2%	2,7%
privée	3,1%	5,7%	-11,3%	1,1%	5,0%	3,5%	4,5%
Exportations de biens et services	9,8%	11,7%	-11,1%	5,3%	12,5%	-2,8%	-0,2%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	6,4%	10,3%	-6,2%	3,1%	5,1%	1,9%	2,1%

Tableau 4 : Structure du PIB

En % du PIB	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>Secteur primaire</b>	11,9%	14,0%	15,2%	15,5%	13,6%	14,6%	14,9%
010 020 agriculture	5,2%	7,7%	8,5%	8,4%	6,0%	7,1%	7,4%
010 agriculture vivriere	3,9%	6,0%	6,3%	5,9%	4,7%	5,6%	5,8%
020 agriculture industrielle ou d'exportation	1,3%	1,7%	2,2%	2,5%	1,3%	1,5%	1,6%
030 élevage et chasse	4,0%	3,9%	4,0%	4,2%	4,4%	4,2%	4,2%
040 sylviculture, exploitation forestiere,	0,9%	0,8%	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%	1,0%
050 pêche	1,7%	1,5%	1,7%	1,8%	2,1%	2,2%	2,2%
<b>Secteur secondaire</b>	20,8%	20,1%	20,5%	20,5%	21,6%	21,2%	21,5%
060 activites extractives	1,0%	0,8%	1,7%	1,9%	2,1%	2,0%	2,1%
080 fabrication de corps gras alimentaires	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
999 autres industries	12,4%	12,2%	12,1%	12,0%	12,7%	12,3%	12,3%
070 Transformation et conservation de viande, poisson	2,2%	2,1%	2,4%	2,1%	2,2%	1,8%	1,8%
090 travail de grains, fabrication de produits	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%
100 Fabrication de produits alimentaires céréaliers	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,7%	0,7%	0,7%
110 fabrication de sucre, transformation	0,5%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
120 fabrication de produits alimentaires n.c.a	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%
130 fabrication de boissons	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
140 fabrication de produits à base de tabac	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
150 égrenage de coton et fabrication des textiles	1,2%	1,1%	1,1%	1,1%	1,0%	1,1%	1,1%
160 fabrication du cuir; fabrication	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%
170 travail du bois et fabrication d'articles	0,5%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%
180 fabrication de papier, carton,	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,7%
190 raffinage petrole, cokefaction,	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%
200 fabrication de produits chimiques	1,2%	1,4%	1,1%	1,3%	1,6%	1,5%	1,6%
210 fabrication de produits en caoutchouc	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
220 fabrication de verre, poterie	1,0%	1,0%	1,1%	1,2%	1,3%	1,2%	1,2%
230 metallurgie, fonderie, fabrication	0,8%	0,7%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
240 fabrication de machines	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
250 fabrication d'equipements, d'appareils	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
260 construction de materiels de transports	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
270 fabrication de mobilier, fabrication n.c.a.,	1,2%	1,2%	1,1%	1,2%	1,1%	1,2%	1,1%
280 electricite, gaz et eau	2,5%	2,6%	2,5%	2,7%	2,7%	3,1%	3,3%
290 construction	4,8%	4,4%	4,0%	3,9%	4,0%	3,7%	3,7%
<b>Secteur tertiaire</b>	47,4%	47,6%	46,3%	45,6%	45,7%	45,5%	45,0%
300 commerce	16,4%	16,5%	15,9%	15,7%	15,8%	15,7%	15,4%
330 340 transports, postes et telecommunications	10,9%	11,1%	10,6%	10,2%	10,3%	10,1%	10,1%
330 transports	4,2%	4,4%	3,8%	3,7%	3,9%	3,6%	3,6%
340 postes et telecommunications	6,8%	6,8%	6,8%	6,5%	6,3%	6,5%	6,4%
390 education et formation	3,8%	3,6%	3,7%	3,6%	3,6%	3,7%	3,6%
400 activites de sante et action sociale	1,2%	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%
999 Autres services	15,1%	15,0%	14,7%	14,7%	14,6%	14,6%	14,5%
310 services de la reparation	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
320 services d'hebergement et restauration	0,9%	0,8%	0,8%	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%
350 services financiers	2,9%	3,1%	3,0%	3,2%	3,2%	3,5%	3,5%
360 activites immobilieres	5,5%	5,6%	5,7%	5,6%	5,4%	5,3%	5,2%
370 activites des services aux entreprises	5,0%	4,9%	4,7%	4,7%	4,8%	4,8%	4,8%
410 activites à caractère collectif ou personnel	1,9%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,7%	1,7%
420 Services d'intermédiation financière i. m.	-2,0%	-2,2%	-2,2%	-2,1%	-2,1%	-2,3%	-2,3%
<b>Administration publique</b>	19,9%	18,3%	18,0%	18,4%	19,1%	18,7%	18,7%
<b>380 Activites d'administration publique</b>	6,1%	6,0%	6,1%	6,0%	6,1%	6,2%	6,2%
<b>Taxes nettes sur biens et services</b>	13,7%	12,3%	11,9%	12,3%	13,0%	12,4%	12,4%
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)</b>	94,8%	92,3%	91,5%	91,6%	94,0%	92,9%	92,6%
Production de biens et services	168,7%	172,3%	169,1%	170,6%	172,6%	172,2%	172,5%
Importations de biens et services	47,8%	52,4%	41,2%	40,2%	41,7%	42,3%	40,7%
Taxes nettes sur les produits	13,7%	12,3%	11,9%	12,4%	13,0%	12,4%	12,4%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	230,3%	237,0%	222,2%	223,2%	227,3%	227,0%	225,6%
Consommations intermédiaires	13,7%	84,6%	81,1%	82,9%	85,6%	84,7%	84,9%
Consommation finale	93,1%	95,0%	94,5%	92,5%	89,2%	90,2%	90,4%
publique	14,2%	13,5%	14,4%	14,7%	15,5%	16,7%	17,3%
privée	79,0%	81,6%	80,1%	77,7%	73,7%	73,5%	73,1%
Formation brute de capital fixe	26,1%	26,8%	22,9%	22,1%	22,4%	23,0%	23,8%
publique	6,5%	6,2%	6,4%	6,5%	6,4%	6,8%	7,0%
privée	19,7%	20,6%	16,6%	15,6%	16,0%	16,2%	16,8%
Variation de stocks	3,1%	4,5%	-0,6%	0,8%	4,8%	4,8%	2,6%
Exportations de biens et services	25,4%	26,1%	24,3%	24,9%	25,2%	24,3%	23,8%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	230,3%	237,0%	222,2%	223,2%	227,3%	227,0%	225,6%

Tableau 5 : Tableau des Opération Financières de l'Etat 2007-2013

(en milliards sauf indication contraire)	2010	2011	2012	2013 proj.
<b>1. Total recettes et dons</b>	<b>1398,3</b>	<b>1526</b>	<b>1670</b>	<b>1784</b>
<b>1.1 Recettes budgétaires et FSE</b>	<b>1236,5</b>	<b>1376</b>	<b>1464</b>	<b>1577</b>
- Recettes budgétaires hors Fse	1236,5	1336	1423	1542
Recettes fiscales	1194,7	1287	1379	1459
<i>dont marge de soutien SAR</i>			13	12
<i>dont stabilisation sucre</i>			4	4
Recettes non fiscales	41,7	50	44	83
- FSE		39	41	35
<b>1.2 Dons</b>	<b>161,9</b>	<b>150</b>	<b>206</b>	<b>207</b>
Budgétaires	21,5	38	52	38
En capital	140,4	113	154	169
<b>2. Dépenses totales et prêts (net)</b>	<b>1728,8</b>	<b>1980</b>	<b>2090</b>	<b>2190</b>
<b>2.1 Dépenses courantes</b>	<b>995,2</b>	<b>1233</b>	<b>1257</b>	<b>1321</b>
<b>Traitements et salaires</b>	<b>392,3</b>	<b>428</b>	<b>462</b>	<b>477</b>
<b>Intérêts sur la dette publique</b>	<b>60,1</b>	<b>104</b>	<b>108</b>	<b>134</b>
Extérieure	38,0	62	52	64
Intérieure	22,1	42	56	70
<b>Autres dépenses courantes</b>	<b>542,8</b>	<b>702</b>	<b>688</b>	<b>710</b>
Fournitures, entretien et autres	302,6	356	321	376
Transferts et subventions	240,2	335	355	323
<i>dont subv. SAR (marge soutien et gaz butane)</i>		15	13	16
<i>dont SENELEC</i>		124	99	80
<i>dont subvention/ stab. sucre</i>			4	4
PPTe et IADM financé	12,3	11	12	12
<b>2.2 Dépenses en capital</b>	<b>735,7</b>	<b>718</b>	<b>814</b>	<b>869</b>
Financement intérieur et sur prêts non concess	436,5	475	492	532
- Sur ressources Non PPTe et IADM	390,0	429	445	485
- Sur ressources PPTe et IADM	46,5	46	48	47
Financement extérieur	299,1	244	322	337
<b>2.3 Prêts nets</b>	<b>-2,1</b>	<b>28</b>	<b>19</b>	<b>0</b>
Prêts rétrocédés	1,3	36	37	13
Remboursement des prêts rétrocédés	-3,4	-8	-18	-13
Solde Global de l'Administration Centrale	-330,5	-455	-420	-406
Solde Global des entités non fin. du secteur public	-3,2	0	0	0
<b>Solde Global de l'Adm. Centrale et des entités non fin.</b>	<b>-333,7</b>	<b>-455</b>	<b>-420</b>	<b>-406</b>
Solde global dons non compris (-)	-495,5	-605	-626,0	-613

Tableau 6: Tableau des Opération Financières de l'Etat 2007-2013 (suite et fin)

(en milliards sauf indication contraire)	2010	2011	2012	2013 proj.
<b>6. Financement</b>	<b>333,7</b>	<b>455</b>	<b>420</b>	<b>406</b>
<b>7. Financement extérieur</b>	<b>180,0</b>	<b>422</b>	<b>470</b>	<b>444</b>
Tirages	189,8	175	323	217
<i>Trésorerie</i>	29,7	40	118	51
<i>Prêts projets</i>	160,1	135	205	167
Amortissement	-36,0	-175	-84	<b>-84</b>
Assistance PPTE (intérêts et amortissements)	18,5	13	21	<b>18</b>
Emissions Bons Trésor, obligations, Banques s/rég	7,7	184	211	<b>21</b>
Emprunts non concessionnels		224	0	<b>271</b>
<i>dont Emissions</i>			0	247
<i>dont Autres emprunts non concessionnels</i>			0	24
<b>8 Financement intérieur (I.+II.)</b>	<b>155,8</b>	<b>33</b>	<b>-50</b>	<b>-38</b>
<b>I. Financement Bancaire</b>	<b>155,3</b>	<b>12</b>	<b>-195</b>	<b>-16</b>
<b>II. Financement non-bancaire</b>	<b>0,5</b>	<b>21,0</b>	<b>145</b>	<b>-22</b>
Erreurs et omissions	-2,1	0	-3	0
9. Ecart de financement	0,0	0	0	0

Tableau 7: Balance Des Paiements 2009 – 2017

En milliards de F.CFA	2009	2 010	2011	2012	2013
	EST	EST	EST	EST	PROJ
BALANCE DES BIENS	-957,7	-950,5	-1 184,0	-1 449,4	-1 387,0
EXPORTATIONS FOB	990,1	1 071,9	1 237,0	1 308,1	1 382,0
IMPORTATIONS FOB	1 947,8	2 022,4	2 421,0	2 757,5	2 769,0
SERVICES et REVENUS NETS	-60,8	-34,7	-187,0	-179,0	-227,0
TRANSFERTS COURANTS	695,6	767,5	833,0	888,0	907,0
PRIVES	672,5	734,1	772,0	826,0	867,0
PUBLICS	23,1	33,4	61,0	62,0	40
TRANSACTIONS COURANTES	-403,0	-288,9	-537,0	-740	-707,0
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	496,8	409,6	467,0	668,0	702,0
COMPTE DE CAPITAL	144,1	149,5	117,0	196,0	185,0
TRANSFERTS DE CAPITAL	145,1	151,6	120,0	156,0	174,0
PRIVES	8,4	8,0	7,0	2,0	5,0
PUBLICS	136,7	143,6	113,0	154,0	169,0
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES (Optique BCEAO)	352,7	260,1	349,0	472,0	517,0
INVESTISSEMENTS DIRECTS	255,8	237,8	137,0	148,0	163,0
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	111,8	82,8	436,0	240,0	275,0
AUTRES INVESTISSEMENTS	144,0	155,0	-224,0	84,0	78,0
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	2,6	-4,7	-4,0	6,0	0,0
<b>SOLDE GLOBAL</b>	<b>96,4</b>	<b>116,0</b>	<b>-70,0</b>	<b>-72,0</b>	<b>-5,0</b>
CC 5eme édition / PIB	-6,7	-4,5	-7,9	-10,3	-9,3
CCHD	-426,1	-322,3	-598,0	-802,0	-747,0
CCHD / PIB	-7,1	-5,1	-8,8	-11,2	-10,0